

Fraises et rumeurs

Dimanche doré et torride au bord du Danube où j'ai flâné un peu avant qu'un orage violent n'éclate. Et avant que la vraie tornade ne débute, autour du CIO.

Je n'ai pas été obligée de dormir sous les ponts. Tivadar, le grand six pieds quatre qui avait hissé mes bagages sur l'Orient-Express, m'a trouvé un petit hôtel formidable. Tivadar est venu à Budapest, pendant quelques heures seulement, pour repartir en train vers Paris, avec ses deux enfants. Chercheur en télécommunication, il travaille là-bas pendant six mois.

Dans son appartement tapissé de livres qui domine la place Szervita, pendant que sa mère me préparait un plat de fraises, que son beau-père attendait pour me conduire en voiture, il m'a dégotté un hôtel tout près de la Duna, après plusieurs tentatives infructueuses.

Je n'oublierai jamais Tivadar. Ni ce plat de fraises.

Mais à Budapest, à quelques jours de la décision du CIO, on ne bouffe pas que des fraises. La rumeur est au menu. C'est le temps de l'intoxication et de la spéculation.

On commence déjà sentir le crescendo. Samedi, on entrait dans le centre de presse sur les collines de Buda, comme dans un moulin. Hier, il fallait passer au détecteur de métal et ouvrir serviettes et sacs à main. Des policiers et leurs chiens muselés montaient la garde dans une allée ombragée, près de la salle de conférence où se réunit le gratin du CIO. Dans la salle de presse, j'ai vu arri-

Voir FRAISES en A2 >

AUTRES TEXTES

- Max Gros-Louis rencontre Samaranch Page A9
- Québec va gagner, prédit Myriam Bédard Page A9

17 ans après Gilles Villeneuve



Jean Alesi a remporté sa première victoire en Formule Un, hier, sur le circuit Gilles-Villeneuve à Montréal, au volant de sa Ferrari no 27, marque de commerce de l'ex-pilote québécois. Après 90 Grand Prix infructueux, Alesi, qui fêtait ses 31 ans hier, a comblé les attentes d'un public nombreux qui a envahi la piste aussitôt que le drapeau à damiers a confirmé son triomphe. Le grand favori, l'Allemand Michael Schumacher, a joué de malchance: intouchable jusqu'au 58e tour, il a dû se contenter de la cinquième place après que son bolide eut éprouvé des ennuis électriques. « Quand j'ai appris, à dix tours de l'arrivée, que j'étais en tête, j'en ai pleuré », a confié Alesi. On redoutait la pluie qui aurait pu brouiller les cartes, mais l'épreuve s'est déroulé sur le sec. Détails en pages S2 et S3.

REUTERS

OUI en bloc

PQ, BQ et ADQ entérinent l'entente sur la stratégie référendaire

■ QUÉBEC (PC) — Comme le congrès général de l'Action démocratique et le caucus du Bloc québécois l'avaient fait dans les heures précédentes, le bureau national du Parti québécois a entériné hier soir l'entente intervenue vendredi entre Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Mario Dumont.

Cet accord permettra aux souverainistes de présenter une force commune lors du référendum sur l'avenir du Québec, dont la tenue est prévue pour cet automne.

En vertu de l'entente, le Québec proposera au reste du Canada une association à la fois économique et politique à la suite d'un OUI au référendum. Advenant le rejet de la proposition par le Canada anglais, le Québec deviendrait un État souverain dans l'année qui suivrait.

Le texte de l'entente doit être officiellement signé aujourd'hui à l'Assemblée nationale, par les trois chefs des partis impliqués.

« Cela a passé à l'unanimité. Avec cela, il y a possibilité d'élargir la base de ce qu'on appelle le camp du changement face au camp du statu quo », a déclaré le premier ministre Jacques Parizeau, au sortir de la réunion.

Face à la méfiance exprimée par cer-

tains porte-parole de l'Action démocratique, M. Parizeau ne s'est pas montré inquiet. « Ces gens-là ont été floués par les libéraux dans des conditions difficiles. Je comprends qu'ils soient méfiants. La confiance s'établira au fur et à mesure qu'on cheminera », a-t-il dit.

Il a invité les « fédéralistes déçus ou incapables de se rallier au statu quo » à se joindre à la coalition des forces du changement.

Une compilation des suffrages obtenus lors du dernier scrutin par le Parti québécois (44,7%) et par l'Action démocratique (6,5%) montre que la nouvelle alliance pourrait obtenir une majorité d'appuis lors du prochain référendum, si chaque formation politique conservait les voix recueillies le 12 septembre dernier.

Le ministre des Transports Jacques Léonard, associé au camp des souve-

L'accord signé par les trois chefs à l'Assemblée nationale aujourd'hui

Voir OUI en A2 >

AUTRE TEXTE

- EADQ ferme la porte aux libéraux Page A7

COLOMBIE

Une bombe explose durant un festival de musique: 28 morts, 200 blessés

■ BOGOTA (AP, Reuter) — Au moins 28 personnes ont été tuées et plus de 200 autres blessées par l'explosion d'une bombe de forte puissance, tard samedi soir dans un parc de Medellín (nord-ouest de la Colombie) où se déroulait un festival de musique.

L'attentat meurtrier survint au lendemain de l'arrestation de l'un des plus gros trafiquants de drogue du monde, qui dirigeait le cartel de Cali, Gilberto Rodríguez Orejuela.

Un suspect a été arrêté par la police. L'homme, dont l'identité ou le mobile n'ont pas été révélés, transportait cinq boîtes de poudre. Une récompense équivalant à près de sept millions \$ a été promise à quiconque permettra d'appréhender d'autres suspects.

Le mouvement de guérilla Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxiste), qui a revendiqué cet attentat, est le plus important et l'un des plus anciens groupes de lutte armée de Colombie.

Les FARC font partie de la Coordination nationale de la Guérilla Simon Bolívar (CNGSB) qui réunit aujourd'hui quatre mouvements subversifs, et qui a engagé avec le gouvernement, en



juin 1991, de difficiles négociations de paix. Quoique se déclarant disposé à négocier, les FARC poursuivent leurs attaques meurtrières quasi journalières contre les troupes de la Colombie.

Le parc San Antonio, où l'explosion s'est produite, se trouve à un pâté de maison seulement d'un poste de police. L'engin de 10 kilos, rempli de mitraille, avait été placé sous une sculpture représentant un oiseau et signée de Fernando Botero, devenu célèbre pour ses personnages aux formes très pleines. Il n'y avait plus, au moment de l'attentat, que 1500 spectateurs dans le parc, alors que l'affluence a pu atteindre 5000 personnes, selon un organisateur. Plusieurs enfants figurent parmi les victimes.

« Ceux qui ont fait cela sont des barbares qui tentent de nous atteindre là où ils peuvent nous blesser le plus, et ils préfèrent Medellín pour ce genre



Le corps d'une femme repose dans le parc de Medellín où la bombe de forte puissance a explosé durant un festival de musique.

d'attentat », a déclaré le maire de la ville au quotidien de Bogotá « El Espectador ».

Les autorités colombiennes, qui craignent que le bilan ne s'aggrave, ont lancé des appels parmi la population

afin qu'elle donne de son sang. Le maire, Sergio Naranjo, a convoqué une réunion d'urgence avec les responsables des forces de police afin de prendre

Voir BOMBE en A2 >

LE MONDE

Interminable

La guerre en Bosnie pourrait durer 10 ans, admet le secrétaire général des Nations unies.

PAGE A11

QUESTIONS D'ARGENT

Mine de rien

Mazarin et LAB Chrysotile mènent de discrètes négociations pour mettre un terme aux poursuites.

PAGE C1

LA MÉTÉO



Maximum 21, Minimum 9

Partiellement ensoleillé, nuageux en soirée. Demain, ensoleillé avec quelques nuages. Détails page S16

QUÉBEC, 99e ANNÉE, NO 163

FLORIDE 1,50\$ US

MONTREAL OTTAWA 60¢ PLUS T.P.S. T.V.Q.

50¢ PLUS T.P.S. T.V.Q.



ACURA DE LEVY

164, route Kennedy
835-1311
Sans frais
1-800-661-6011

LES RETOURNÉS

OUI Briser le statu quo

Suite de la Une

rainistes inconditionnels au sein du PQ, s'est dit d'accord avec l'entente intervenue vendredi.

M. Léonard croit que ces souverainistes vont promouvoir l'entente avec enthousiasme. « Il n'y a rien de changé. Le programme du parti parlait très nettement d'une association économique. De plus, il y avait des mécanismes de discussions prévus dans notre programme. Nous allons demander au reste du Canada d'entériner tout ça », a dit le ministre des Transports.

Les discussions du Bureau national du PQ ont eu lieu à huis clos hier soir mais rien ne donnait à croire que les débats avaient été orageux au moment d'entériner l'entente à laquelle en sont venus MM. Parizeau, Bouchard et Dumont.

La stratégie référendaire commune signifie que des changements peuvent maintenant être proposés au reste du Canada, a soutenu hier Lucien Bouchard.

A l'issue d'une réunion du caucus et de l'exécutif du Bloc québécois, son chef Lucien Bouchard s'est dit confiant que les forces souverainistes seraient ainsi en mesure de gagner le référendum à l'automne. La nouvelle coalition souverainiste est la seule qui représente le changement au Québec, estime M. Bouchard. Les fédéralistes demeurent enfermés dans un statu quo qui ne correspond plus aux aspirations du Québec, croit-il.

Mario Dumont, le chef de l'Action démocratique, a fait des remarques similaires à l'issue d'une réunion de son parti à Sherbrooke. Il a appelé tous les Québécois à se rallier au changement.

L'ADQ est largement composé de libéraux provinciaux déçus des échecs répétés de réforme de la constitution canadienne.

M. Bouchard a soutenu que l'idée d'une association avec un Québec indépendant allait être rejetée par le Canada anglais jusqu'à ce que le OUI l'emporte lors d'un référendum. Mais après, ce sera différent, a-t-il soutenu, puisque ce sera alors tout le Québec qui parlera alors au reste du Canada.

Le chef du Bloc québécois a, par ailleurs, dit ne pas craindre la réaction des purs et durs du Parti québécois qui auraient préféré insister davantage sur la souveraineté que sur l'association lors du référendum.

Tout ce qu'il y a dans l'entente entre les trois partis était dans le programme de l'ancien premier ministre René Lévesque, a expliqué M. Bouchard. Mais cette fois-ci, les Québécois ne seront pas appelés à voter en faveur d'un mandat de négocier une association mais en faveur de la souveraineté, a-t-il précisé.

L'entente entre les trois partis stipule que l'offre d'association restera sur la table pendant un an. Si, après un an, le reste du Canada n'en veut toujours pas, alors le Québec sera libre d'agir seul et de s'associer à d'autres États.

BOMBE Une première en 2 ans

Suite de la Une

des mesures de sécurité.

Avant la mort de Pablo Escobar, plusieurs attentats très meurtriers avaient frappé la Colombie. En 1989, un avion d'une ligne intérieure avait explosé en plein vol, faisant 107 morts. Un mois plus tard, un attentat à la voiture piégée en plein centre de Bogota, devant le quartier général de la police se-

crète, avait fait 63 morts et 700 blessés.

Le dernier attentat à la bombe comparable commis en Colombie avait coûté la vie à treize personnes en avril 1993 dans un centre commercial de Bogota. Il avait été organisé par Pablo Escobar, patron du cartel de Medellín qui devait être abattu par la police en décembre 1993.

Depuis la mort d'Escobar, un calme relatif prévalait en Colombie.

FRAISES L'intoxication fait partie du jeu

Suite de la Une

ver les premiers journalistes. Ils examinaient les téléphones comme des bombes qui risquent d'exploser.

« Il paraît que les gens de Québec ont jeté la serviette », m'a dit une journaliste suisse rencontrée dès mon arrivée. Serait-ce que les Suisses sont les artistes de l'intoxication? Pas Véronique Pasquier du 24 Heures, en tout cas. Car des jeux, elle n'en a rien à cirer, m'a-t-elle dit. Basée à Budapest, son « beat », c'est la guerre en Bosnie.

Depuis des mois, elle quadrille l'ex-Yougoslavie, en voiture, quand il y a de l'essence. Elle est en train de brûler sa deuxième mini-Honda. « Je suis ici pour dépanner une petite chaîne de radio qui n'a pas les moyens. Je ferai des spéculations. Sion, Québec, Ostersund, Salt Lake? Les paris sont ouverts. « Salt Lake est largement en tête, me dit un journaliste de Frankfurt, familier des conférences du CIO et qui n'a aucun parti-pris. Il était à Monaco quand Sydney fut choisie plutôt que Pékin. « Mais chaque fois, on peut affirmer une chose et le contraire. Le rapport d'évaluation est favorable à Salt Lake City. Ils sont passés à un cheveu de l'emporter contre Nagano la dernière fois. Mais on ne sait jamais ce qui peut influencer les délégués. »

Autant dire qu'à Québec, aussi bien qu'à Budapest, vous pouvez gager si le coeur vous en dit. Vous aurez autant de chances de deviner qu'ici, à Québec

**Vous pouvez gager
si le coeur vous en dit:
vous avez autant de
chances de deviner
le gagnant à Québec
qu'ici, à Budapest**

« Tiens, ici aussi, ils essaient de corrompre les journalistes! »

Des rumeurs non plus, elle n'en a rien à cirer...

« Ce ne sont pas les Suisses qui répandent des rumeurs, mais les gens de Salt Lake City, m'a dit un membre de la délégation de Sion. Ils veulent passer entre Québec et nous. »

En tout cas, l'intoxication fait partie du jeu. Assez pour que l'équipe de Québec veuille tenir, dès ce matin, une conférence de presse. Les « spin doctors » de 2002, vont tenter de corriger les mauvaises perceptions. Et j'imagine que vous les verrez ce soir à la télé. Québec tiendra aussi vendredi, sa conférence de presse officielle, juste avant le vote.

Il y a les rumeurs, il y a aussi les

spéculations.

Sion, Québec, Ostersund, Salt Lake? Les paris sont ouverts.

« Salt Lake est largement en tête, me dit un journaliste de Frankfurt, familier des conférences du CIO et qui n'a aucun parti-pris. Il était à Monaco quand Sydney fut choisie plutôt que Pékin.

« Mais chaque fois, on peut affirmer une chose et le contraire. Le rapport d'évaluation est favorable à Salt Lake City. Ils sont passés à un cheveu de l'emporter contre Nagano la dernière fois. Mais on ne sait jamais ce qui peut influencer les délégués. »

Autant dire qu'à Québec, aussi bien qu'à Budapest, vous pouvez gager si le coeur vous en dit. Vous aurez autant de chances de deviner qu'ici, avec toutes les dépêches qui vont crépiter, tous les reportages de la télé,

de la radio, avec la meute des journalistes de Québec et du Québec arrivés à Budapest hier et qui vont inonder de reportages.

J'imagine déjà le journaliste de Quatre-Saisons, entouré de chiens muselés, de policiers armés, pointant du doigt le centre des congrès de Budapest où se trouve la salle Patria et déclarant, d'un ton dramatique: « C'est ici, vendredi à 6h15 du matin (heure de Québec), que Québec 2002 va présenter son dossier au CIO, après les trois autres villes concurrentes. Et c'est ici, à 13h20, (heure de Québec) que le président Samaranch annoncera où se tiendront les jeux.

Je l'imagine encore, vous montrant le casino de Budapest qui se dresse devant le Danube bleu (la Duna), juste face au Pont Széchenyi Lanchid (le réputé Pont des Chaines) et disant d'un ton non moins pathétique: « C'est un casino comme celui-là, qui aurait permis à Marcel de garder les Nordiques! »

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A

La Capitale.....	3 à 5
Le Québec et le Canada.....	7 à 9
Le Monde.....	11 et 14
Opinions.....	15 et 16

CAHIER B

Télé Magazine.....	1 et 2
Arts et spectacles.....	3 à 8
Votre agenda.....	8
Ce soir à la télé.....	7
Diversissements.....	6 et 7

CAHIER C

Questions d'argent.....	1 à 4, 11 et 12
Automobile.....	3 et 4
annonces classées.....	5 à 10
Décès.....	11

TABLET SPORTS

Claude Larochelle.....	5
Statistiques.....	10 à 12

SERVICES

Abonnements.....	686-3344
Publicité générale.....	686-3270
annonces classées.....	647-3311
Rédaction.....	686-3394
Carrières et Professions.....	686-3270
Promotion.....	686-3342
Publicité Détaillants.....	686-3435
Renseignements.....	686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.

NUMÉROS CHANCEUX

LA QUOTIDIENNE

tirage du 11-06-95

8-4-8

3-3-5-2

C'EST LE TEMPS!

C'est le **GROS RASSEMBLEMENT**
FORD et MERCURY de la grande
région de Québec!

Les 17 concessionnaires **FORD ET**
MERCURY regroupent plus de **3000**
véhicules prêts à être sacrifiés!

C'est l'occasion rêvée!

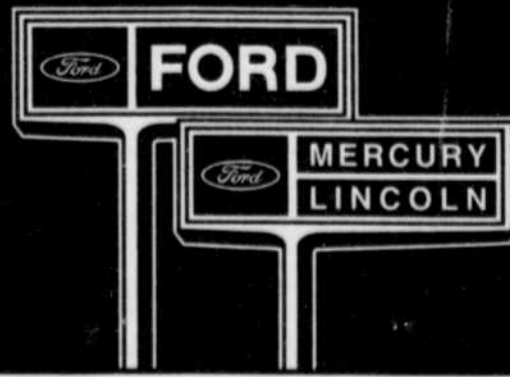
Imaginez! **3 000** véhicules **NEUFS**
qui doivent sortir **COÛTE QUE COÛTE!**

De plus, ils sont tous disponibles
chez votre concessionnaire **FORD et**
MERCURY de la grande région de
Québec!

LE GROS RASSEMBLEMENT

Vos concessionnaires Ford et vos
concessionnaires Lincoln Mercury
de la grande région de Québec

ENCORE PLUS POUR VOUS!



Fidelity Investments
Fidelity
 Croissance Amérique **17%**
 Lévêque
 Beaubien
 Geoffrion inc.
 Place de la Cité - 654-2323

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

Bons du Trésor - Canada
 échéance 26 octobre 1995
 maximum 15 000\$
 Taux sujet à changement
 sans préavis. **6,70%**
 rendement
 Lévêque
 Beaubien
 Geoffrion inc.
 Place de la Cité - 654-2323

Le Grand Séminaire déménagera dans le Vieux

YVES THERRIEN
Le Soleil

■ QUÉBEC — La nomination d'un nouveau supérieur au Grand Séminaire de Québec serait le prélude de changements importants pour les séminaristes, qui pourraient notamment déménager de l'édifice du 2142, chemin Saint-Louis pour habiter le Séminaire de Québec, dans le Vieux-Québec.

Selon ce que LE SOLEIL a appris de sources sûres, l'abbé Réal Grenier, actuellement curé de la paroisse Sainte-Marie-Médiatrice (Château-d'Eau, près de Loretteville), remplacerait l'abbé Michel Stein comme supérieur du Grand Séminaire.

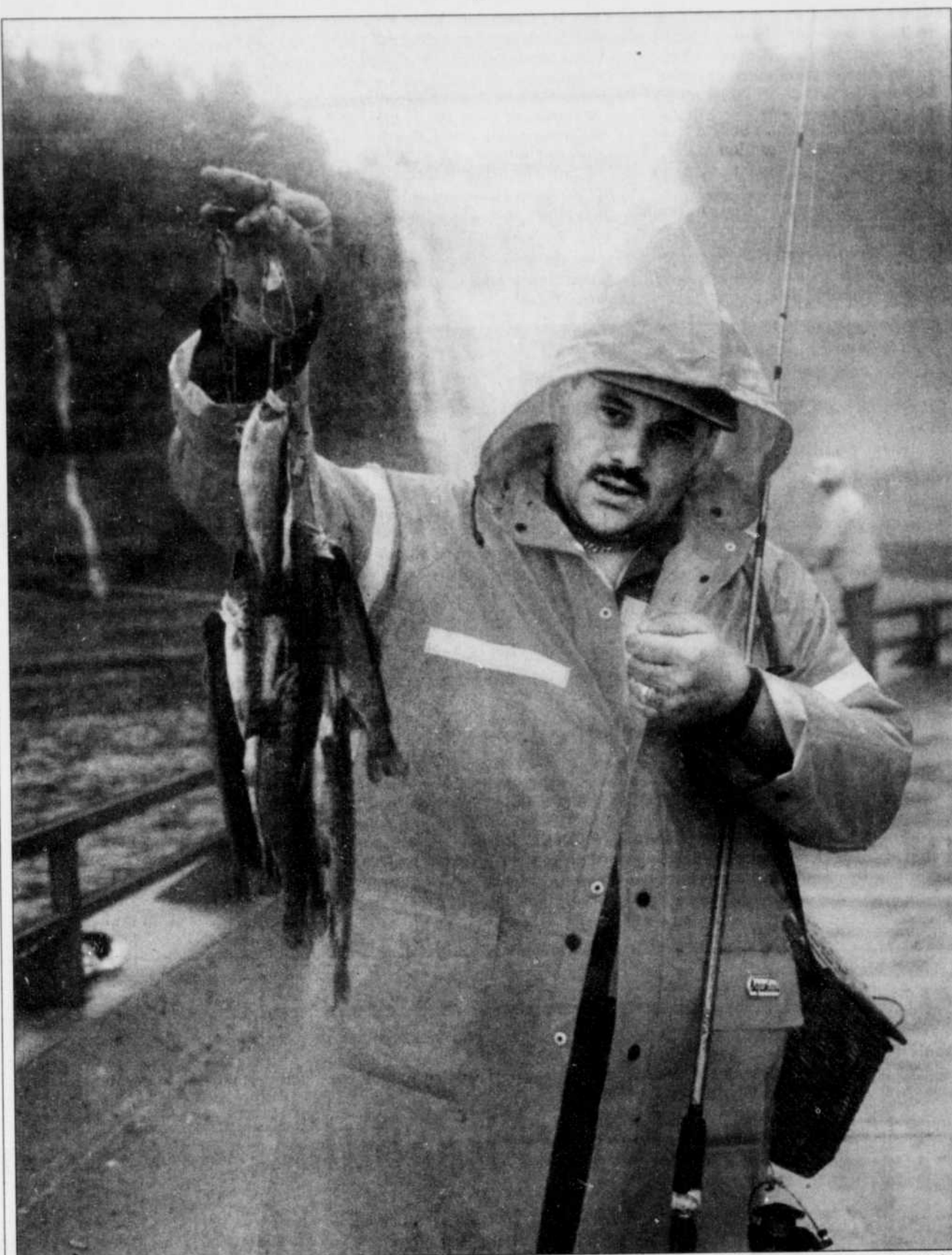
Depuis quelques années, le nombre de séminaristes diminue constamment et les locaux semblent inadéquats pour l'avenir. De plus, les frais pour loger dans l'édifice de la communauté des religieuses Sainte-Famille-de-Bordeaux seraient trop élevés pour les capacités financières du Grand Séminaire.

Le Grand Séminaire loge sur le chemin Saint-Louis depuis près de 15 ans, à la suite de la vente de l'ancien édifice devenu le pavillon Casault de l'université Laval.

Les responsables diocésains et les responsables de la fondation du Séminaire de Québec, selon les informations du SOLEIL, verraient d'un très bon oeil le déménagement sur les lieux d'origine du séminaire fondé par M^{re} François de Laval.

Il a été impossible de parler à MM. Stein ou Grenier, hier, ni à un porte-parole du diocèse de Québec.

6000 truites au pied de la chute



LE SOLEIL, JEAN VALLIÈRES

La pluie n'a pas ralenti l'ardeur des amateurs de pêche, qui se sont rendus en grand nombre hier et samedi au pied de la chute Montmorency pour y prendre quelques belles truites mouchetées. Organisée par les Chevaliers de Colomb du district de Montmorency, cette activité de « Pêche en ville » était offerte gratuitement à tous. Quelque 6000 truites avaient été déposées dans le bassin situé au pied de la chute, pour le plus grand plaisir des amateurs de pêche. L'un d'eux, M. Hugues Bouchard, de Beauport, exhibe fièrement ses prises.

PROJET PILOTE EN GASPÉSIE

La CSST veut redorer son blason

MARIE-LISE DIONNE
Collaboration spéciale

■ GASPÉ — Après une décennie de déficits, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) fait un virage à 180 degrés pour redresser ses finances et troque son approche légaliste contre un service plus personnalisé. Une nouvelle façon d'administrer, testée notamment dans les bureaux de la direction régionale de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine depuis un an.

Consciente du négativisme que son simple nom suscite chez les employeurs, les travailleurs, les citoyens en général et confrontée il y a trois ans à un déficit monstre de 2 milliards \$, la CSST a choisi de passer aux actes afin de redorer son blason.

« Nous n'avons pas la prétention d'avoir tout fait mal dans le passé, pas plus que nous avons la prétention de tout faire bien à l'avenir, mais on va s'ajuster progressivement », a mentionné le directeur régional du secteur de Gaspé, Roland Auger.

« Mieux vous comprendre, c'est notre priorité », voilà maintenant ce qui, au dire du bureau de la CSST à Gaspé, traduit le changement de cap et la nouvelle vision des fonctionnaires.

Un slogan clef qui donne prétexte également au lancement d'une campagne publicitaire régionale pour promouvoir ce côté dorénavant dit plus humaniste du régime québécois de la santé et de la sécurité du travail.

« Auparavant, on (la CSST) avait peut-être une approche plus procédura-

rale, raconte Karen Ste-Croix, chef d'équipe en indemnisation à Gaspé. Maintenant, on a revu nos façons de faire, nos façons de voir. On a le temps de plus écouter les gens, de connaître leurs besoins, de leur répondre et de leur expliquer surtout. »

Confrontée à une multitude de fonctionnaires différents et à des formalités administratives complexes, la personne accidentée du travail a souvent peine à s'y retrouver.

Ciblé comme endroit pilote à l'échelle du Québec, le bureau de Gaspé pallie maintenant cette problématique par la mise en place d'équipes permanentes de conseillers.

Le but, précise-t-on à la direction régionale, vise à assurer une meilleure continuité des dossiers et créer une synergie entre les employés.

Déjà, un certain « délestage » des procédures de la laborieuse machine semble porter fruit. Après avoir enregistré un surplus de 120 millions \$ en 1994, la CSST prévoit que ce gain sera de 51 millions \$ cette année.

VILLES-CENTRES

Le Québec se fait semoncer

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le gouvernement s'est fait vertement semoncer la semaine dernière par les municipalités qui lui ont dit de corriger ses propres erreurs au lieu d'abîmer les municipalités de bêtises.

C'était lors d'une réunion d'un comité mis sur pied pour consulter les municipalités de la couronne des villes-centres sur les problèmes vécus par ces dernières. La réunion avait lieu dans la Basse-Ville de Québec, en plein centre-ville d'une ville-centre, et une majorité des municipalités de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) était représentée.

Ces consultations des villes de la banlieue des villes-centres ont lieu parce que ces banlieues ont fait voir au ministre des Affaires municipales, Guy Chevrette, et à l'Union des municipalités du Québec, qu'elles devraient avoir leur mot à dire dans la solution des problèmes des villes-centres, surtout que celles-ci lorgnent du

côté de la banlieue pour faire supporter une partie de leur fardeau fiscal.

Une autre réunion du genre aura lieu cette semaine à Montréal, après quoi on tentera de dégager un dénominateur commun afin de donner des indications au ministre sur les pistes à emprunter.

La mairesse Andrée Boucher, de Sainte-Foy, a indiqué que certaines lignes de forces se sont dégagées de l'assemblée.

Ainsi, les participants ont convenu que l'appellation de ville-centre convenait plus ou moins à certaines villes ainsi désignées.

Il y eut aussi beaucoup de mises en garde de faites aux villes-centres qui devraient faire attention aux excès.

Ainsi, on ne réglera rien en faisant payer par la banlieue des excès que les villes-centres n'arrêtent pas de faire.

Mais le gouvernement a été vertement semoncé, lui qui ne cesse de vouloir faire la leçon aux municipalités. Qu'il regarde ses propres erreurs. L'étalement urbain, c'est lui qui l'a encouragé. « La racine du mal, c'est souvent le gouvernement », dit M^{me} Boucher. Il devrait éviter d'étendre les problèmes, par exemple en pelletant des dépenses dans la cour des municipalités.

Le maire de Vanier, Robert Cardinal, a trouvé la réunion positive, car elle a permis aux gens de la banlieue de se défouler. Ils en avaient gros sur le coeur en voyant certaines recommandations des rapports des trois comités de la Table Québec-municipalités sur les villes-centres, recommandations qui empiètent sur la richesse de la banlieue qui est accusée de bien des maux. Ces recommandations ne recevraient l'appui d'aucune municipalité de la banlieue de Québec si elles n'étaient pas amendées, affirme M. Cardinal.

METRO 1995



1990\$
comptant
162\$*
par mois

1240\$
comptant
195\$*
par mois

Aucun
comptant
251\$*
par mois

*Transport et préparation inclus

SUPER PROMO...
Exclusif avant
le 30 juin 1995



GRAND PICK-UP 95
Cabine allongée ou régulière
Diesel ou essence

Le plus
vaste choix
en province

24 mois seulement...c'est plus logique que
de **FINANCER** 5 longues années **AILLEURS**



Pour vos vacances...
LUMINA VAN 1995
7 pass., 6 cyl.
7 sièges indépendants
À partir de
17995\$
Taxes et transport en sus

MARLIN

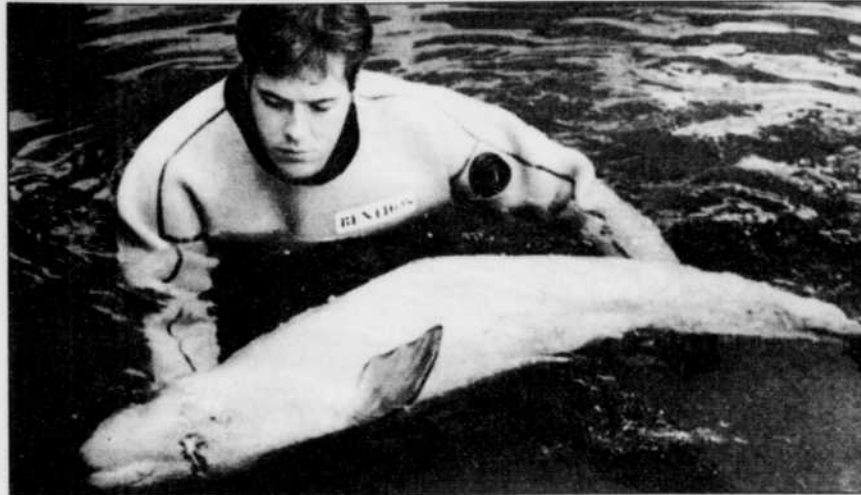
Chevrolet GEO Oldsmobile inc.
2145, boul. Charest Ouest
688-1212

24 mois seulement, 48 000 km prévus au bail, taxes en sus.

CARLETON

Le bail est signé

La firme Croisières Carleton-Les Îles, qui reliera directement les Îles-de-la-Madeleine à la Gaspésie dès le 1^{er} juillet, a signé vendredi le bail de location du navire *John-Hamilton-Gray* avec la propriétaire de ce traversier, la société Marine Atlantique, de Moncton. Le navire, qui subit son inspection et quelques modifications relatives à la nouvelle desserte au chantier maritime Verreault, de Les Méchins, effectuera 30 allers-retours entre Carleton et Cap-aux-Meules du 1^{er} juillet au 29 août. Il devrait arriver au quai de Carleton le 21 juin. « Nous avons également eu une autre agréable nouvelle lors de l'inspection du navire au chantier Verreault. La consommation de carburant des huit moteurs est bien inférieure à ce que nous avions anticipé », note par ailleurs le président de Croisières Carleton-Les Îles, Jean-Marc Landry. G.G.



OTTAWA

Nos bélugas meurent du cancer

Des chercheurs de Montréal ont indiqué samedi avoir découvert un taux alarmant de cancer parmi les bélugas observés à la jonction des fleuves Saint-Laurent et Saguenay. Ils estiment que le cancer affectant ces baleines blanches pourrait être lié à des sous-produits toxiques provenant des usines de production d'aluminium. Sur 73 cadavres de bélugas examinés, les chercheurs ont constaté que 20% des cétacés étaient morts des suites du cancer, un pourcentage qualifié d'« énorme » par le chercheur Daniel Martineau. (AFP)

GASPÉ

Les Tables régionales de l'Est

Les Tables régionales de l'Est, c'est 60 façons de découvrir les particularités culinaires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Membre de la Corporation de la cuisine régionale du Québec durant les sept dernières années, le réseau des Tables régionales de l'Est du Québec est maintenant un organisme distinct. Ce circuit, le plus important du genre au Québec, regroupe 64 restaurateurs oeuvrant sur le parcours touristique allant de La Pocatière aux Îles. Le concept des Tables régionales de l'Est du Québec vise à offrir aux clients étrangers et locaux des menus, composés à 30% de produits agricoles et marins locaux et à 70% de produits québécois. Les membres entendent aussi créer un attrait pour les produits de la mer sous-utilisés. M.L.D.

SAINT-GEORGES

Intégration des handicapés

Pour témoigner des progrès réalisés en faveur de l'intégration sociale des personnes ayant une déficience intellectuelle, le Centre Victor-Cloutier, qui souligne en juin son 25^e anniversaire en Beauce-Etchemins, lance, sous le thème *L'intégration, c'est l'affaire de tous*, une affiche produite en collaboration avec la compagnie Distal. Si certains handicapés ont besoin d'un soutien comme celui du centre spécialisé qu'est Victor-Cloutier, tous ont d'abord besoin de l'ouverture et de l'accueil de la communauté. L.D.

MURDOCHVILLE

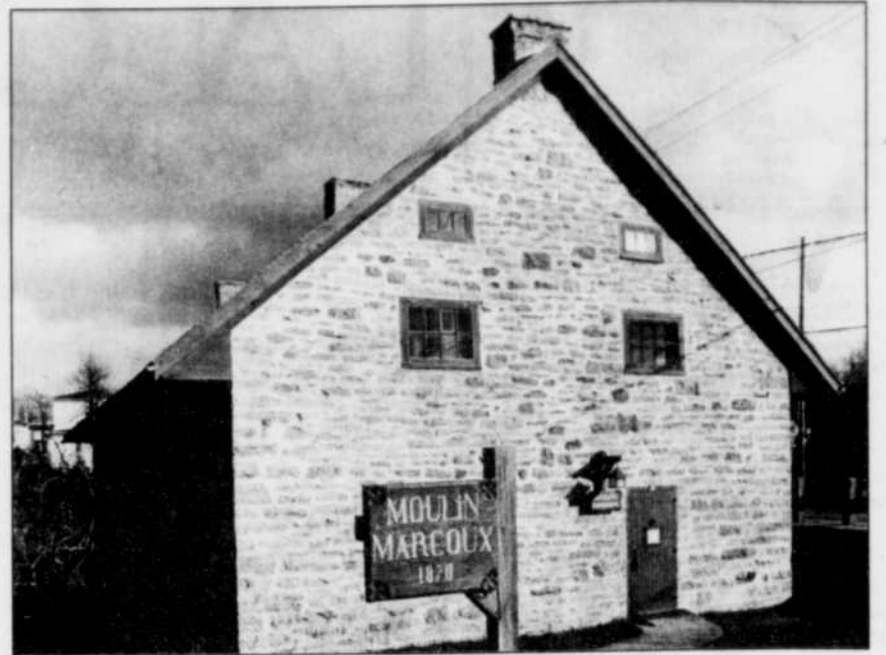
Trottoirs refaits

Les autorités municipales de Murdochville recevront une aide financière de 25 160\$ des gouvernements fédéral et provincial pour la réfection des trottoirs de l'avenue Miller. Ces deux contributions sont versées dans le cadre du programme « Travaux d'infrastructures Canada-Québec ». H.M.

EST DU QUÉBEC

Ordre du mérite

La Fédération des commissions scolaires du Québec a décoré de l'Ordre du mérite MM. Laval Morin, directeur général de la commission scolaire Vallée-de-la-Matapédia, André Bonsang, enseignant, auteur et fondateur du Théâtre de Cinq-Sec à la polyvalente de La Pocatière, et, à titre posthume, Normand Berger, directeur général pendant 25 ans, pour la région de la Gaspésie. Cette décoration vise à souligner leur contribution exceptionnelle à l'avancement de l'éducation, à la promotion et au progrès des commissions scolaires et du système public d'enseignement.



PONT-ROUGE

Relance du Moulin Marcoux

Frôlant la faillite l'an dernier, la Corporation du vieux Moulin Marcoux, de Pont-Rouge, est maintenant sortie des eaux troubles. Ce pilier culturel inestimable pour Portneuf profitera de son 12^e anniversaire de fondation de pour mettre à profit son plan de relance. Dans un rapport déposé le 5 mai, la Commission Déry suggère de faire de cet endroit historique un lieu muséal. Dans cette perspective, la laiterie servirait de petit centre d'interprétation du saumon pendant que la maison accueillera des expositions annuelles. Au fil des ans, le Moulin Marcoux est en quelque sorte devenu La Mecque culturelle de la circonscription de Portneuf. Chaque été, c'est le rendez-vous de plusieurs dizaines d'artistes. Encore cette saison, le vieux moulin débordera d'activités. La salle Raymond-Turgeon recevra une demi-douzaine d'expositions. M.G.

THETFORD MINES

En l'an 2000, le tourisme sera la principale industrie

Nouvellement élu pour un mandat de deux ans à la présidence de l'Association touristique Chaudière-Appalaches (ATCA), Rivard Beaudoin s'est fixé comme objectif de préparer l'organisme pour l'an 2000, où le tourisme devrait sur-

passer l'industrie manufacturière comme première industrie en importance au Québec. Nommé personnalité touristique de l'année dans Chaudière-Appalaches en 1994, M. Beaudoin a reconnu l'importance d'injecter du sang neuf au sein du conseil d'administration de l'ATCA. Il sera secondé, entre autres, de deux nouveaux venus: la vice-présidente Louise Roy, mairesse de l'Île-aux-Grues, et le directeur Éric Fournier, président de l'Association touristique de la Beauce et des Bureaux touristiques du Québec. I.B.

Hébergement Handicapé de Frontenac est menacé de fermeture

IAN BUSSIÈRES

Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — Devant l'impossibilité de trouver elle-même les 2 millions \$ nécessaires à la rénovation de ses installations de la rue Notre-Dame sud à Thetford Mines, la Fondation Hébergement Handicapé de Frontenac, une ressource d'accueil et de transition pour les personnes adultes lourdement handicapées, lance un cri d'alarme au gouvernement du Québec en réclamant une subvention de 700 000\$ non récurrente ou une subvention annuelle renouvelable de 58 000\$.

C'est lors d'une conférence de presse tenue mercredi à Thetford Mines que les dirigeants de l'organisme ont réclamé une aide gouvernementale afin de pouvoir débiter les travaux de rénovation avant le 25 juillet, à défaut de quoi l'organisme sans but lucratif devra se résigner à fermer ses portes parce que ses installations ne sont pas conformes aux normes de sécurité en vigueur pour les édifices publics.

Président de la Fondation et ex-maire de Thetford Mines, Louis-Philippe Boucher a d'ailleurs fait remarquer que le gouvernement réaliserait des économies en acceptant de financer cette ressource d'accueil qui fournit de l'emploi à 17 personnes, dont sept à temps plein.

« Si nous fermons nos portes, nos 14 bénéficiaires devront être relocalisés dans des centres d'accueil ou des pavillons, ce qui occasionnerait des déboursés supplémentaires variant entre 438 480\$ et 604 800\$ au gouvernement du Québec. En majorant notre budget annuel, qui est actuellement de 206 000\$, d'un montant de 58 000\$, il est évident qu'on réaliserait des économies en plus de répondre aux besoins des bénéficiaires en leur permettant de vivre dans un milieu stimulant », a expliqué M. Boucher.

Celui-ci a également précisé que des démarches avaient déjà été entamées au niveau gouvernemental mais que cela n'avait pas donné de résultats étant donné les budgets limités et le contexte de compressions budgétaires.

C'est donc l'appel de la dernière chance que lance présentement l'organisme aux élus provinciaux car la date du 25 juillet est la date finale fixée par la Régie du bâtiment pour le début des travaux.

Minigolf pour personnes handicapées à Saint-Cyprien

CARL THÉRIAULT

Collaboration spéciale

■ SAINT-CYPRIEN — Le Centre de vacances et d'apprentissage de loisirs pour personnes handicapées, La Clé des Champs, de Saint-Cyprien-de-Rivière-du-Loup, innove.

Un an après son inauguration, la corporation gestionnaire met à la disposition de ses clients un tout nouveau centre de conditionnement physique adapté aux besoins des personnes handicapées. D'ici le 1^{er} juillet, s'y ajoutera un minigolf, le premier du genre au Québec pour ce type d'établissement. Un investissement total de 200 000\$.

Le centre, qui entreprend une première année complète d'activités, se porte bien. « Notre taux d'occupation

pour la saison estivale est de 70%. C'est un grand défi que nous avons à relever », a rappelé le directeur général, Pierre Bélanger, lors d'une conférence de presse tenue hier à Saint-Cyprien, municipalité de 1300 habitants située à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Rivière-du-Loup.

La Clé des Champs est un complexe d'une trentaine de chambres construit au coût total de 2,2 millions \$, ouvert 12 mois par année et équipé (tennis, piscine...) pour répondre aux besoins des personnes à capacité réduite.

L'entreprise, qui pourra employer en période de pointe une quarantaine de personnes, est aussi disponible à des groupes ou sessions de travail, groupes de motoneigistes, événements spéciaux.

Selon la direction, 70% de la clientèle provient du Bas-Saint-Laurent, 20% de la région de Québec et 10% d'autres régions comme la Gaspésie, la Côte-Nord et l'Outaouais.

La renaissance de l'expressionnisme.



L'Acura 2,5TL 1996

À partir de 34 000 \$* Location-bail à compter de 488 \$/mois.** Inspirés par la conviction que le design n'a nul besoin d'être froid et cérébral, mais plutôt passionné et envoûtant, les ingénieurs d'Acura ont atteint l'expression la plus pure de leur art. L'Acura 2,5TL vous procure cette conduite fougueuse et cette superbe tenue de route héritées de notre expérience en course automobile, en plus de freins ABS conçus par Acura pour votre sécurité. À l'intérieur, vous serez choyé par toute une gamme de caractéristiques raffinées, incluant des sièges assistés réglables en 8 sens, un système de contrôle automatique de la température, une chaîne stéréo de 8 haut-parleurs avec lecteur laser de série et un volant gainé de cuir. Et vous pourrez rouler l'esprit en paix, grâce à un système de sécurité de série, au Plan de sécurité prolongée et à l'Assistance routière Acura. Venez découvrir une nouvelle façon de voir les berlines, avec l'Acura 2,5TL, chez un concessionnaire Acura près de chez vous. Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

*Le concessionnaire peut vendre à prix moindres. Taxes, transport, préparation, frais d'immatriculation et assurances en sus. **Ce tarif de location bail est de 488 \$/mois (total des paiements: 23 424 \$, pour le modèle Acura 2,5TL, 1996 (Modèle UA264T). Un acompte de 3 200 \$, un paiement mensuel et un dépôt de sécurité sont requis. Allocation de 96 000 km (franc de 0,10 \$ par km supplémentaire). Sujet à l'approbation du crédit. Taxes, transport, préparation, frais d'immatriculation et assurances en sus. À la fin des 48 mois, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour la valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location bail du concessionnaire peut varier. Offre disponible seulement par CentreFin de Honda Canada Finance Inc.

Blancs bérêts et Bérêts Blancs

Volonté numéro 2) «Je veux être décoré de ma médaille miraculeuse et de ma médaille créditiste dans ma tombe et au salon. Qu'on mette un bérêt et un drapeau créditistes sur ma tombe et au salon. Et mon chapelet dans mes mains.»

Volonté numéro 5) «Je demande de m'enterrer tout de suite après mon service, même si je meurs en hiver. Je ne veux pas être mis en charnière.»

Il y en a six comme ça. C'est signé d'un citoyen de Noëlville qui repose maintenant en paix. *Journal Vers Demain*, 822^e numéro, page 3, coin inférieur droit.

Celui-là est mort, mais pas le Crédit social. Je reçois régulièrement le journal de Gilberte Côté-Mercier et de son mari Gérard; et y a pas très longtemps de ça, j'apercevais encore quelques Bérêts Blancs qui sortaient de leur quartier général, rue Saint-Vallier, en basse-ville de Québec. Ils s'appellent officiellement Pèlerins de Saint-Michel, ce qui vous peut vous éclairer passablement sur leur inspiration.

J'ai appelé la maison-mère de Montréal, au (514) 856-5714 pour actualiser le dossier. «Vous allez tout savoir si vous lisez bien *Vers Demain*. Nous ne répondons plus aux journalistes. Ils nous ont trop mal servis dans le passé», a dit une voix riieuse et polie, mais ferme. La dame évidemment n'a pas voulu se nommer. Je m'étais déjà fait répondre la même chose il y a dix ans. Les Bérêts Blancs ont au moins la qualité d'être constants.

La personne a ajouté, avant de ne pas me répondre: «Il y a beaucoup plus de gens qui lisent *Vers Demain* que LE SOLEIL, croyez-moi cher mon-



Alain Bouchard

sieur!» LE SOLEIL, c'est autour de 100 000 copies par jour la semaine et 140 000 le samedi, de Cap-de-la-Madeleine aux Îles-de-la-Madeleine. C'est quand même pas de la *choute*.

Les Bérêts Blancs sont beaucoup portés sur les pèlerinages et la prière, ce qui ne m'agace pas moi, mais ce qui en dérange plusieurs. Ils disent aussi quelques énormités comme: imprimons de l'argent et donnons-le aux pauvres, qui pourront ainsi acheter et faire marcher l'économie. Mais ils lancent aussi certaines petites choses qui m'ont toujours accroché, comme, dans ce même numéro de *Vers Demain*:

C'est au peuple lui-même que sont dues les dettes publiques. Ce sont nos ancêtres qui ont bâti le pays, et non pas les banques. C'est bien étrange que ceux qui ont fait le pays le doivent à ceux qui ne l'ont pas fait.

Et je me dis, chaque fois, dans ma grande naïveté: parmi tous ceux qui se moquent des Bérêts Blancs, y en aurait-il qui en riraient un peu plus jaune que d'autres? J'sais pas moi, ceux qui contrôlent l'économie, par exemple.

Je conviens que c'est fou, de se laisser attraper comme ça par le Crédit social. Mais ce qui me fatigue, c'est que tellement de monde se fait aussi attraper par le crédit à la consommation et que là, personne ne se moque.

Ce n'est pas pour mémérer, mais dites-moi, y a-t-il des Bérêts Blancs en Outaouais?

Des Bérêts Blancs en Outaouais? Oui, sans doute. Mais je ne les connais pas. Je les ai rarement vus. Je sais que Paul Therrien, l'ancien chef des nouvelles du *Droit* et ancien rédacteur de discours de Brian Mulroney, était abonné à la revue *Vers Demain*. Question de se bidonner un peu.

Alors la dame des Pèlerins de Saint-Michel à Montréal a peut-être raison. Peut-être qu'il y a plus de gens qui lisent *Vers Demain* que LE SOLEIL. Un peu comme il y a plus de gens qui lisent *Croc* que *Le Droit*.

Mais pour revenir à ces Bérêts Blancs, j'admets que je ne les connais pas. J'habite de l'autre côté de la rivière. À Vanier, «in Ontario».

Et je pense que les Bérêts Blancs auraient été plutôt mal accueillis dans cette ville.

Voyez-vous, Vanier est un petit village majoritairement francophone qui, comme le village gaulois, résiste depuis toujours à l'envahisseur, voire à Mike Harris.

P'TITE VILLE; P'TITE VIE

Alors, tout ce qui n'est pas orthodoxe est plutôt mal vu à Vanier. P'tite ville; p'tite vie.

Et je crois que les Bérêts Blancs se seraient vite ennuyés de leur mère s'ils avaient mis les pieds ici.

On a eu notre leçon avec les Témoins de Jéhovah.

Du bon monde, ces Témoins de Jéhovah. Ils répandaient la «Bonne nouvelle». Rien de mal là-dans. Mais, comme vous le savez, c'est la façon



Denis Gratton

dont ils la propagent, cette Bonne nouvelle, qui peut déranger. Et déranger, c'est peu dire.

Ils sont encore venus chez moi, samedi matin, à 7 h 30.

Ding, Dong. Je tombe du lit et rampe jusqu'à la porte.

Oui? Bonjour monsieur. Lisez ceci si vous êtes contre l'esclavage.

Et le jeune et charmant couple me remet une revue intitulée «Réveillez-vous...» Pire, on retrouve à l'intérieur un texte intitulé «Votre corps a besoin de sommeil». Sans farce. (*Réveillez-vous*, Édition du 8 juin 1995.)

Ils me lèvent du lit pour me dire que j'aurais dû rester couché! Et en plus, ils me demandent un don pour la petite revue qu'ils viennent de me donner.

Je rampe jusqu'à la chambre. Fouille dans mes poches de jeans les yeux à moitié fermés. Je n'ai qu'un billet de dix dollars.

Je retourne à la porte. Excusez-moi, mais je n'ai qu'un billet de dix dollars et...

C'est parfait ça, monsieur. Ils ont pris le billet, m'ont remercié et m'ont promis qu'ils repasseraient. Ils vont revenir! Dommage qu'on ne puisse pas imprimer de l'argent.

Pardon Alain, qu'est-ce que tu disais des Bérêts Blancs?

LAC-MÉGANTIC

Chasse aux omnipraticiens

IAN BUSSIÈRES
Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — Après avoir réglé son problème d'anesthésistes, le Centre hospitalier de Lac-Mégantic (CHLM) part à la chasse aux omnipraticiens.

L'hôpital doit recruter de cinq ou six nouveaux omnipraticiens si l'on ne veut pas mettre en danger la qualité des services dans cet établissement. C'est ce qu'a indiqué le Dr Daniel Brochu, directeur des services professionnels au CHLM.

Lentente récente sur les anesthésistes prévoit qu'une quinzaine de ces spécialistes, provenant majoritairement d'hôpitaux de Québec, Lévis et Montréal, assurent les services à Lac-Mégantic et bénéficient d'une rémunération majorée de 10% selon le per diem à titre d'incitatif. Cela vient donc régler le problème noté à l'hôpital méganticois depuis le départ du dernier anesthésiste l'été dernier. Avec le règlement de ce dossier, les huit médecins qui avaient

menacé de démissionner afin de faire avancer les choses ont donc abandonné tous leurs moyens de pression.

Il reste cependant encore beaucoup à faire afin d'assurer la qualité des services dans cet hôpital qui compte 131 lits et dessert une population de 23 000 habitants.

Quelques omnipraticiens de l'établissement ont choisi dernièrement d'aller pratiquer leur métier ailleurs, laissant l'hôpital avec un autre problème majeur à régler, lui qui ressort déjà d'une importante bataille avec le dossier des anesthésistes.

Actuellement, précise le Dr Brochu, le CHLM peut toujours assurer les services avec l'équipe d'omnipraticiens en place, qui compte une quinzaine de médecins alors que l'effectif prévu est plutôt de 21. Cependant, à long terme, cette situation pourrait devenir un obstacle à la qualité des soins.

Pour cette raison, le centre hospitalier mettra les bouchées doubles afin de tenter de convaincre des omnipraticiens de se joindre à son équipe. Les démarches en ce sens devraient s'intensifier au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

CHAUDIÈRE-APPALACHES

Vaste offensive pour attirer les touristes

MARC SAINT-PIERRE
Le Soleil

■ BERNIÈRES — Quelque 700 000 exemplaires de la carte forfaits vacances été, 140 000 guides touristiques et 30 000 copies de la carte cyclotourisme: c'est là l'offensive d'information-pub qu'a lancée récemment l'Association touristique de la région Chaudière-Appalaches en vue des vacances estivales.

Toute l'opération représente des déboursés de 250 000 \$, a indiqué Nathalie Blouin, porte-parole de l'ATR Chaudière-Appalaches.

Distribué partout au Québec et à l'étranger aussi dans le réseau des délégations québécoises, le guide touristique 1995 en est à sa neuvième édition. Papier glacé et photos pleines couleurs, le guide comprend une centaine de pages d'informations sur les grandes et petites valeurs touristiques de la région de Leclercville à Saint-Roch-des-Aulnaies et de Lévis jusqu'à la frontière américaine. Musées, croisières, théâtres d'été, hôtels, parcs, golf: tout y est avec un certain nombre de pobs à l'appui. Publié sous l'habituel format poche, le guide est aussi assorti d'une carte routière.

L'ATR n'a pas arrêté là ses initiatives. Avec ses 500 entreprises membres, l'organisme de tourisme a décidé de publier à nouveau une carte forfaits vacances été qui illustre d'un seul trait une trentaine de séjours un peu partout dans la région.

«Ce document très coloré et agrémenté de nombreuses illustrations s'adresse avant tout à la famille qui, en cette période de l'année, songe aux

destinations pour les vacances d'été», a noté M^{me} Blouin.

La carte, dont c'est la deuxième édition, vient d'être diffusée dans les grands journaux québécois. Elle sera aussi disponible dans les 15 bureaux touristiques de la région cet été.

Deuxième édition aussi pour la carte cyclotourisme régionale qui donne des informations et des indications sur des parcours faisant ensemble 1500 kilomètres!

Notamment disponible aux bureaux de l'ATR, à Bernières, la carte offre tout un éventail de périples, illustrations à l'appui. Et pour cette deuxième année, des parcours de type familial ont été ajoutés avec la collaboration de la Direction de la santé publique, de la planification et de l'évaluation de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches dans le cadre du programme «Famille au jeu de Kino-Québec».

«De nombreuses informations et photos sur les attraits, activités et services disponibles tout au long des parcours permettront aux cyclistes de découvrir les richesses de la région et d'y passer une heure, ou peut-être d'y séjourner une semaine», a conclu M^{me} Blouin.

EN BREF

SAINT-BERNARD

Les parents ignorent encore que leur fille est décédée

Une jeune femme est morte samedi, vers 21 h, quand sa voiture a capoté dans une courbe du rang Saint-Henri, à Saint-Bernard, à quelque 10 kilomètres de Sainte-Marie. Les enquêteurs de la Sûreté du Québec ignorent la raison pour laquelle la Beauceronne de 17 ans a perdu la maîtrise de son véhicule, où elle prenait place seule. Ils refusent pour l'instant de dévoiler l'identité de la victime; ils étaient incapables encore hier soir de joindre ses parents, partis en voyage de pêche. S.C.

LES ESCOUMINS

Les policiers surveillent 250 motards rassemblés sur un territoire autochtone

La Sûreté du Québec a effectué un barrage routier et des patrouilles policières tout le week-end sur la route 138, à l'entrée et à la sortie de la municipalité de Les Escoumins, où avait lieu un rassemblement de motards. L'événement se tenait sur la réserve autochtone de Les Escoumins, en Haute-Côte-Nord, et la SQ s'attendait à ce que des sympathisants aux groupes de motards criminalisés s'y donnent rendez-vous. Les agents ont tenu, samedi, un barrage routier à la sortie de Les Escoumins et remis plusieurs billets d'infraction aux motocyclistes en vertu du code de la sécurité routière. Le corps policier ne rapporte aucune arrestation et estime qu'environ 250 motards se sont rendus au rassemblement. A.S.P.

SAINTE-FOY

Un oiseau cause une panne de courant

■ SAINTE-FOY — En s'aventurant dans un poste de distribution d'Hydro-Québec, un oiseau a provoqué une panne qui a privé d'électricité 4830 foyers de Sainte-Foy pendant 50 minutes, hier après-midi.

Le volatile d'une espèce indéterminée s'est glissé le bec et les ailes entre les mailles du grillage qui ceint le poste de distribution La Suète. Situé dans le parc industriel Colbert, entre le boulevard Versant-Nord et la rue Watt, à Sainte-Foy, ce poste abrite des transformateurs et des disjoncteurs.

«L'oiseau a dû déployer ses ailes, ce qui a créé un contact», explique Michel Desrochers, du service d'urgence d'Hydro-Québec.

CARBONISÉ!

L'oiseau, il va sans dire, est aussi carbonisé que s'il avait été oublié sur

sa brochette. Entre 14 h 10 et 15 h, la panne a privé de courant près de 5000 abonnés au sud du boulevard Laurier et fait résonner leurs systèmes d'alarme.

Elle a aussi ennuyé la circulation et, par la bande, les policiers, qui ne savaient plus où donner de la tête.

Les rues de Sainte-Foy accueillent notamment, hier, les cyclistes du Défi Beauceron qui pédalaient jusqu'à l'université Laval afin de recueillir des fonds pour l'hôpital Robert-Giffard.

Les policiers de Sainte-Foy n'ont toutefois déploré aucun accident aux intersections touchées. S.C.

EN BREF

QUÉBEC

Deux adolescents réussissent à essouffler des policiers...

Deux jeunes hommes de Montréal ont essoufflé des policiers de la sûreté municipale de Québec, à travers les dédales du quartier Saint-Roch, avant d'être rattrapés

par eux tôt hier matin. Ces policiers ont repéré vers 2 h les jeunes de 17 ans à l'intersection des rues de la Couronne et du Prince-Édouard après avoir vérifié la plaque d'immatriculation de leur voiture, rapportée volée à Montréal. Ils ont tenté de les appréhender, mais ces derniers ont pris la fuite à pied, les entraînant dans une poursuite à travers les cours et ruelles du coin. Les policiers les ont finalement rejoints sur le boulevard Langelier. Ils ont confié les adolescents à la Direction de la protection de la jeunesse en attendant leur comparution. S.C.

Solde d'été

commençant ce matin

40% et 50%

de rabais

BAM. BIN

PLACE DES QUATRE BOURGEOIS 658-2218

Régalez-vous!

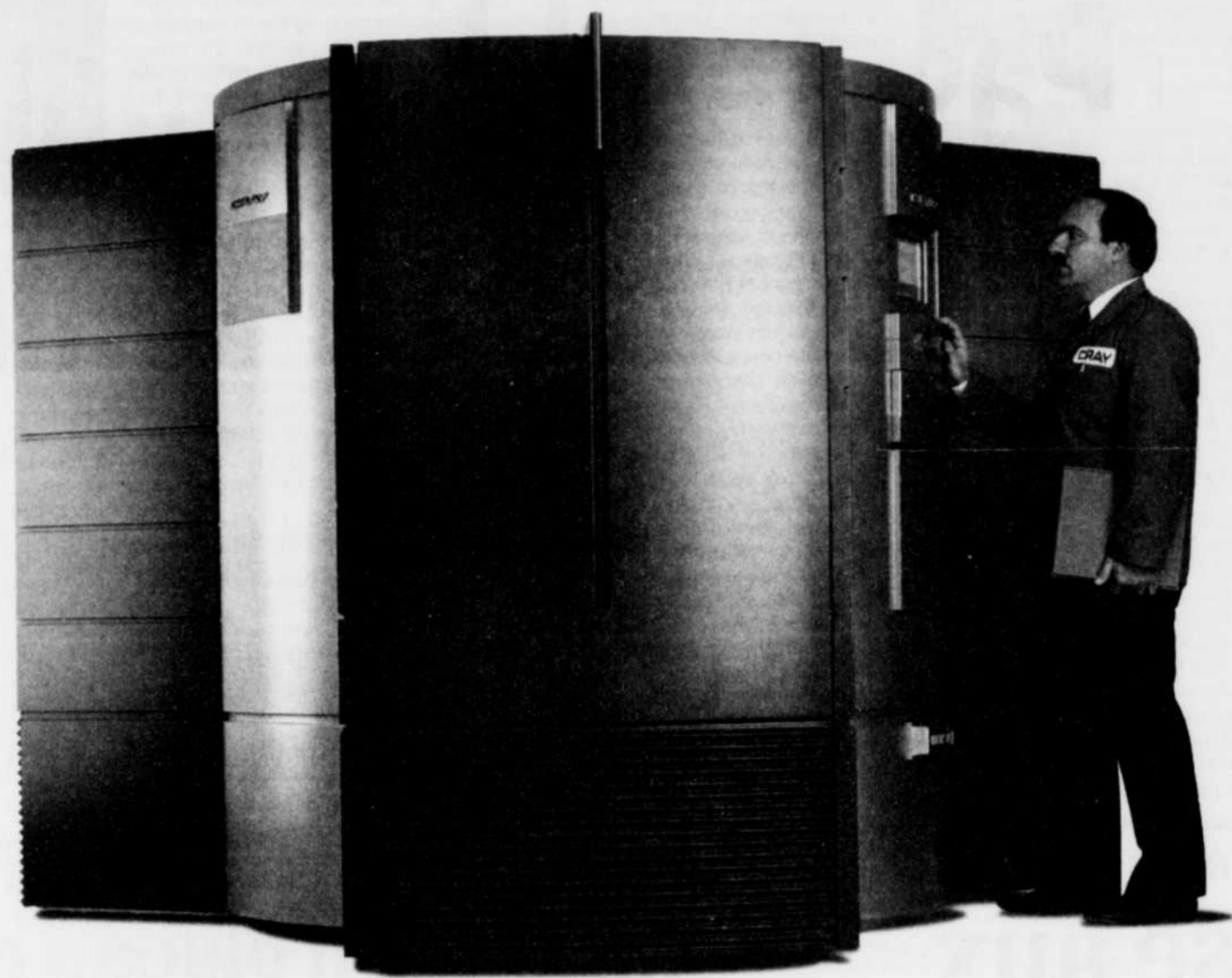
BUICK REGAL 1995

4500\$

de rabais, cette semaine seulement

giguère

375, boul. Hamel, Québec 529-6551



Ce n'est pas par accident que cet ordinateur provoque des millions d'accidents.

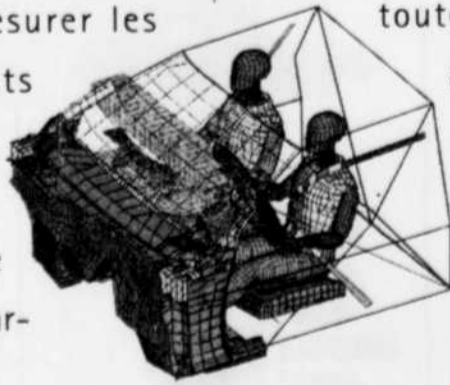
Jacques Villeneuve

Pilote sur Reynard-Ford, vainqueur des 500 Miles d'Indianapolis
et du Grand Prix de Miami en 1995.

« Recrue de l'année » de la Série Indy PPG en 1994.



C'est par souci de sécurité. Votre sécurité. Issu de la technologie Cray, ce super ordinateur vérifie, analyse et répertorie tous les dangers pouvant survenir en cas d'accidents. Fonctionnant par simulations, il peut, entre autres, analyser en profondeur la capacité de résistance aux chocs des composantes structurales d'un véhicule, mesurer les plissements et les déchirements des sacs gonflables au moment de leur déploiement et évaluer la performance des ceintures de sécurité durant les impacts. Ce gar-



dien de sécurité informatique permet aux ingénieurs de Ford d'explorer des solutions toujours plus efficaces en matière de sécurité. Unique en son genre (il peut effectuer en une seconde un calcul qui nécessiterait, sans arrêt, 80 ans à 30 personnes utilisant des calculatrices de poche), le Cray donne à Ford plus de capacité informatique qu'à toute autre entreprise industrielle au monde. Ce qui prouve que, chez Ford, nos normes élevées de sécurité ne sont pas dues à un accident... mais bien à des millions d'accidents.



DES IDÉES QUI FONT DU CHEMIN

LE QUÉBEC LE CANADA

Protégé par sa dernière gaffe

Les milieux culturels misaient déjà sur le départ de Michel Dupuy

OTTAWA (PC) — Plusieurs membres de la communauté culturelle du Canada se sont dits consternés par la plus récente controverse impliquant le ministre du Patrimoine Michel Dupuy.

Ils n'étaient cependant pas inquiets pour M. Dupuy lui-même, un ministre très impopulaire, mais soucieux que cette nouvelle affaire ne retarde son départ du Cabinet.

La dernière controverse a trait à un dîner bénéfique organisé pour amasser des fonds devant permettre au ministre de régler ses dettes électorales. La possibilité que cette dernière affaire lui permette de demeurer en poste un mois ou deux de plus constitue une véritable farce, a déclaré Ian Morrison, porte-parole des Amis de la télévision canadienne.

Dans les cercles libéraux, M. Dupuy suscite peu de respect. Plusieurs l'appellent « Dopey » (l'endormi, l'abruti).

Le ministre, dont les responsabilités vont des associations sportives à la Société Radio-Canada, semble avoir un talent rare pour se placer dans des situations où il devient difficile pour le premier ministre Jean Chrétien de lui montrer la sortie du Cabinet.

Il apparaît en effet très important pour M. Chrétien de ne pas voir un de ses ministres quitter le Cabinet dans

Chrétien se targue de diriger un cabinet sans scandale

le contexte étant donné qu'il s'est hissé au pouvoir en partie sur des promesses de retour à l'intégrité et à l'honnêteté au gouvernement. Le premier ministre se targue

d'ailleurs fréquemment de diriger un Cabinet sans scandale, une déclaration qu'il ne pourrait plus faire si M. Dupuy devait partir en disgrâce.

Aucun des incidents reprochés au ministre Dupuy n'a dégénéré en scandale, mais ils ont démontré son inexpérience politique, une inexpérience qui contraste avec sa longue et brillante carrière diplomatique. Les critiques fusant autant du monde des sports que de celui des arts, la crédibilité du ministre s'est toutefois affaiblie rapidement. On le jugeait faible et inefficace.

M. Dupuy a d'ailleurs graduellement perdu le pouvoir de prendre des décisions majeures. C'est lui qui avait annoncé l'an dernier la nomination de Tony Manera à la présidence de Radio-Canada, mais à la suite de la démission de celui-ci plus tôt cette année, c'est le premier ministre lui-même qui a annoncé celle de son successeur, l'ancien ministre conservateur Perrin Beatty, à la tête de la société d'État.

« Ce n'est pas sain pour la culture canadienne d'avoir au poste qu'il occupe quelqu'un qui a perdu sa crédibilité », a soutenu M. Morrison. « Notre espoir réside dans le fait que le premier ministre comprendra la situation et qu'il attendra le retour au calme, afin de ne pas apparaître comme quelqu'un qui cède aux critiques, pour trouver un autre poste à M. Dupuy », a-t-il conclu.

Le procès Barnabé tire à sa fin

MONTREAL (PC) — Le procès des cinq policiers de la Communauté urbaine de Montréal soupçonnés d'avoir infligé des voies de fait graves au chauffeur de taxi Richard Barnabé entre aujourd'hui dans sa phase finale avec le début des plaidoiries des avocats.

La défense devrait d'abord déclarer sa preuve close dès ce matin. Après quoi, les quatre avocats représentant les policiers amorceront tour à tour leur plaidoirie. Il s'agit d'une étape très importante visant à convaincre le jury de l'innocence des inculpés.

Le dernier mot ira à la poursuite, qui plaidera à la toute fin.

Pas de main tendue aux libéraux de Johnson

Ils devront d'abord avoir une position constitutionnelle, tranche l'ADQ

■ SHERBROOKE (PC) — Après avoir dit oui à l'entente intervenue avec le PQ et le Bloc québécois, le parti de Mario Dumont a mis de côté, hier, une proposition émanant de l'Estrie. Si elle avait été adoptée, cette proposition aurait eu pour effet d'« ouvrir la porte » aux libéraux provinciaux au lendemain d'un référendum victorieux sur la souveraineté.

Plutôt que d'ouvrir cette porte, les 200 députés de l'Action démocratique du Québec (ADQ), réunis à Sherbrooke cette fin de semaine à l'occasion de leur premier conseil général, ont préféré attendre que le Parti libéral fasse son lit dans le dossier constitutionnel.

Défendue par Jacques Marin, Eric Caldwell et Michael Betts, la proposition n'a jamais été soumise au vote de l'assemblée. Avant même d'en arriver là, un député a demandé et obtenu que la proposition soit plutôt déposée à l'exécutif, qui en disposera lors d'une prochaine réunion.

Visiblement déçu du traitement réservé à sa proposition, le député estrien Eric Caldwell a indiqué qu'à son avis, le fait de ne pas inviter l'Opposition officielle à faire partie des négociations constitutionnelles ne constitue ni plus ni moins qu'« une profanation de nos institutions parlementaires britanniques ».

Le coordonnateur de l'ADQ-Estrie, Jacques Marin, a bien tenté de dissiper toute forme d'ambiguïté en précisant que cette « invitation » serait transmise « après le référendum », mais sans grand succès.

On sait maintenant que l'ADQ, le Bloc québécois et le Parti québécois se sont entendus pour promouvoir la souveraineté d'ici la tenue du référendum. Le Parti libéral, quant à lui, n'a toujours pas défini de position spécifique, se contentant de promouvoir la flexibilité du système fédéral actuel.

Mario Dumont croit que l'entente tripartite ne fera pas bouger l'établissement du PLQ mais qu'elle pourrait susciter beaucoup d'intérêt chez les militants libéraux. « J'ai l'impression qu'il y a des gens au PLQ qui vont relire ce document plusieurs fois. »

Les partisans de l'ADQ n'ont cependant pas une confiance sans borne au chef du PQ, Jacques Parizeau.

Les intervenants se sont succédés devant le micro pour faire part de leurs inquiétudes quant aux véritables intentions, au lendemain d'un OUI, du premier ministre péquiste qui a déjà avoué qu'il n'est pas le plus cré-

dible interlocuteur pour proposer une nouvelle association économique et politique avec le reste du Canada. Or, les négociations en vue d'une telle association constituent la pierre d'assise de la politique constitutionnelle de l'ADQ et, depuis la semaine dernière, de la stratégie référendaire commune prévue par l'entente de principe tripartite.

Mais si les députés se sont réjouis de voir cet élément de leur programme repris par les deux principaux partis souverainistes du Québec, ils se montraient moins enthousiastes à l'égard de la disposition de l'entente qui prévoit des négociations seulement après la tenue d'un référendum.

Pour rassurer les députés, le comité exécutif a proposé que Jean Allaire, le père spirituel du parti, soit nommé membre du comité d'orientation et de surveillance qui guiderait les négociations entre le Canada et le Québec.

De 5 à 7 millions \$ pour la sécurité au sommet du G 7

HALIFAX (PC) — Les différentes mesures de sécurité autour des chefs d'État et de gouvernement qui seront réunis à Halifax cette semaine coûteront entre 5 et 7 millions \$.

Des tireurs d'élite seront postés sur les toits. Des zones seront interdites tant sur terre que sur mer ou que dans les airs. La surveillance électronique sera constante. Même les aliments seront passés au peigne fin.

Le travail le plus ingrat reviendra cependant aux plongeurs de la Gendarmerie royale du Canada qui devront surveiller les égouts de la ville contre de possibles actions terroristes.

Rien n'est laissé au hasard dans cette capitale de la communauté celtique du Canada. « Nous planifions pour le pire et espérons pour le mieux » a déclaré Terry Elliott, le commandant adjoint de la sécurité du Sommet qui dirige des forces comprenant des agents de la GRC, des policiers municipaux de Halifax, des militaires et des douaniers. « C'est le niveau de sécurité le plus élevé que vous puissiez voir », a-t-il précisé.

Environ 4000 personnes avaient été affectées à la sécurité lors du dernier sommet du G7 à s'être tenu au Canada, soit à Toronto il y a 7 ans. Les responsables n'ont cependant révélé aucun chiffre concernant celui de cette année mais la présence policière commence déjà à se faire sentir à Halifax.

Des barrières de sécurité sont apparues clôturant un périmètre d'un kilomètre carré autour de Place du Sommet, un petit édifice en front de mer où



La zone portuaire de Halifax, où est amarré le célèbre Bluenose II, est l'objet d'une sécurité très serrée. Les chefs d'État siégeront dans un immeuble à proximité.

se rencontreront les leaders politiques.

Ce périmètre, dit zone rouge, sera interdit à toute personne qui n'aura pas été accréditée. La plupart des 54 restaurants, boutiques et bureaux à l'intérieur de l'édifice ont d'ailleurs été fermés jusqu'à la fin du Sommet samedi prochain. Une zone de 9 kilomètres autour du port de Halifax sera également interdite à la circulation aérienne jusqu'à une altitude de 1500 mètres et 10% du port sera fermé à la navigation. Une flottille de bateaux de la police ainsi qu'un dragueur de mines de la marine surveilleront la zone portuaire interdite.

Il serait suicidaire pour tout terroris-

te de tenter quoi que ce soit. « Disons simplement que nous sommes prêts à toute éventualité », a déclaré M. Elliott lorsque pressé de questions sur les détails de l'opération.

Les leaders politiques atterriront à la base militaire de Dartmouth où ils seront transportés par bateau via le port de Halifax à Historic Properties, un édifice restauré du 19^{ème} siècle où aura lieu le Sommet. De là, ils seront conduits en automobile à leur hôtel respectif.

Même la nourriture sera étroitement surveillée. Un officier de la GRC et un inspecteur en aliments surveilleront dans les cuisines la préparation des aliments destinés aux leaders, à leurs

familles et aux autres personnalités.

Lors du Sommet de l'an dernier à Naples, le premier ministre Tomiichi Murayama avait dû être traité à l'hôpital pour une légère intoxication alimentaire. Les responsables veulent à tout prix éviter qu'un pareil incident ne se répète.

Malgré la lourdeur des mesures de sécurité, les responsables du Sommet ont invité les résidents à demeurer à Halifax pendant la durée de l'événement.

Différents spectacles ont été prévus pour l'occasion, dont Le Cirque du Soleil ainsi qu'un concert gratuit sur Citadel Hill mettant en vedette Roch Voisine et la famille Rankin.

ELANTRA GL
à partir de
10,995\$

HEUREUSEMENT IL Y A M. LESSARD

Pour ses ateliers recommandés par le CAA. Ses techniciens totalisent 158 années d'expérience. Le premier concessionnaire Hyundai à Québec.

LESSARD



659, boul. St-Joseph
(prolongement de la 80e rue)
Québec
623-5471



Photo à titre indicatif

La FTQ dit non au gel des salaires

MONTRÉAL (PC) — La Fédération des travailleurs du Québec qualifie d'inacceptable l'idée du gouvernement du Québec de geler le salaire des employés du secteur public et parapublic en échange du retrait de la loi 102.

Cette proposition a été faite vendredi aux représentants de la FTQ, de la CEQ et de la CSN par le négociateur du Conseil du Trésor. Les fonctionnaires pourraient ainsi récupérer les 2,6 jours de congé qu'ils

avaient perdus avec la loi 102.

Le secrétaire-général de la FTQ, Henri Massé, souligne que les salaires des fonctionnaires sont déjà gelés depuis plus de trois ans et que la proposition équivalait plutôt à «congeler» les salaires.



Henri Massé

Une nouvelle coalition contre les compressions du ministre Rochon

«Un moratoire avant de mettre en péril la santé des gens»

■ MONTRÉAL (PC) — Une autre voix s'est fait entendre hier contre les coupes annoncées dans le secteur de la santé: celle d'une coalition d'organismes communautaires et syndicaux qui dit être prête à tout pour faire suspendre les compressions.

«On demande un moratoire avant de mettre en péril la vie des gens», a lancé tout de go hier Denise Lacelles, de la Coalition montréalaise pour la survie des programmes sociaux, l'un des organismes formant la nouvelle coalition s'opposant à la réforme du ministre Rochon.

La première démarche du groupe, qui dit avoir recueilli l'appui d'une trentaine d'organismes (surtout des syndicats) en trois jours seulement, sera d'organiser une manifestation dans les rues de Montréal le 19 juin prochain.

Il faut dire que les opposants à la réforme sont pressés par l'échéancier imposé par le ministre de la Santé et des services sociaux, Jean Rochon.

«Il y a deux semaines, on nous annonçait la fermeture de neuf hôpitaux en même temps qu'on apprenait la date des audiences publiques sur le su-

jet, soit le 12, 13 et 14 juin. Puis, le 27 juin, la Régie régionale accouchera d'une décision. Ça nous fait 13 jours pour nous organiser. On voit un peu le ridicule de l'histoire», a déploré Marie-Danielle Lapointe, de la FTQ,

La coalition conteste les chiffres du ministre sur les congédiements

avant d'ajouter que «l'exercice est trop important pour qu'on le fasse à la sauvette».

Les opposants à la réforme en avaient long à dire hier sur les propos tenus vendredi par le ministre Rochon et publiés samedi dans un quotidien montréalais.

M. Rochon affirmait que la plupart des 10 000 employés touchés par les

compressions retrouveront un emploi dans le même secteur.

«Comment M. Rochon peut-il dire cela quand, dans un document de son propre ministère, on indique que c'est seulement 2900 personnes qui vont se replacer?», a demandé Arthur Sandborn, de la CSN.

La coalition se dit consciente de la nécessité de changement dans le réseau mais elle déplore le fait que le processus «ne soit prétexte qu'à des coupures budgétaires.» Les opposants à la réforme réclament un moratoire sur le chambardement annoncé jusqu'en avril 1996.

Rappelons que c'est en février 1997 que les derniers des neuf hôpitaux montréalais fermeront leurs portes, selon l'échéancier du ministre Rochon.

Entre-temps, comme les audiences sur la réorganisation des services de santé débutent aujourd'hui à Montréal, 300 militants de la CSN comptent manifester toute la journée devant l'édifice Raycom, là où se tiennent les audiences jusqu'à mercredi.

Quatre morts accidentelles au Québec

MONTRÉAL (PC) — Au moins quatre personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec, au cours de la fin de semaine.

Une adolescente, qui devait célébrer ses 15 ans dimanche, est morte samedi soir à Sainte-Madeleine, sur la rive-sud de Montréal. Annie Charest pilotait un scooter en sens inverse de la circulation sur la route 116, lorsqu'elle a été renversée par une automobile, vers 23h30.

Une jeune femme de 18 ans de Sainte-Marie a péri samedi soir en Beauce, après avoir perdu la maîtrise de son véhicule à Saint-Bernard. La voiture a capoté dans une courbe du rang Saint-Henri, vers 20h55.

Un jeune homme de 19 ans, Jean-Sébastien Barthe, est mort noyé samedi matin peu avant cinq heures, après que sa voiture eut plongé dans une rivière. Le jeune homme a raté l'entrée d'un pont du rang Saint-André, à Saint-Ignace-de-Loyola, dans la région de Lanaudière, alors qu'il revenait d'un bal de finissants.

Francis Lapointe, 20 ans, domicilié à Bury's Fall, près de Sherbrooke, a perdu la vie lors d'une collision frontale, survenue vendredi, vers 19h, sur la route 214 à Westbury.

Nous avons vos intérêts à coeur



Accord EX V6

OFFRE DE DURÉE LIMITÉE

5,8%

POUR 24, 36
OU 48 MOIS*

UN TAUX SANS PAREIL ET SANS DÉTOUR !

Aucune limite • Taux fixe • Toutes les conditions • Financement du fabricant
Depuis que l'Accord V6 a vu le jour, les amoureux de l'automobile apprécient son moteur raffiné et la précision de son comportement routier. Aujourd'hui, Honda Finance vous fait une autre offre qui vous séduira !

Faites votre choix parmi les trois périodes de financement, toutes trois au même taux fixe, sans limite dans le montant financé. S'il est dans votre intérêt de louer une Accord V6, Honda est d'accord pour vous l'offrir, pour une durée limitée, à un taux des plus louable.

La nouvelle Accord V6. Parce que jamais le financement ne devrait vous détourner de la qualité.

Accord V6

HONDA

La ceinture de sécurité, on s'y attache.

*Le taux de financement de Honda Canada Finance Inc. s'applique à toutes les nouvelles Honda Accord V6 1995 (modèles CE664S et CB665S). S. A. C. Exemple : 10 000 \$ à 5,8 % par année égale : 233,93 \$ par mois pendant 48 mois. Le coût d'emprunt est de 1 228,64 \$, pour un total de 11 228,64 \$. Exemple : 10 000 \$ à 5,8 % par année égale : 303,31 \$ par mois pendant 36 mois. Le coût d'emprunt est de 919,16 \$, pour un total de 10 919,16 \$. Exemple : 10 000 \$ à 5,8 % par année égale : 442,31 \$ par mois pendant 24 mois. Le coût d'emprunt est de 615,44 \$, pour un total de 10 615,44 \$. Le concessionnaire peut vendre ses voitures à un prix inférieur. L'offre est en vigueur à partir du 1^{er} juin 1995 pour une durée limitée. Des taux de financement spéciaux sont également offerts sur certains modèles. Pour tous les détails, communiquez avec un concessionnaire Honda.

HONDA
FINANCE

HONDA
BAIL

Myriam prédit une victoire serrée

QUÉBEC (PC) — Partout où Myriam Bédard va, on lui demande si Québec aura les Jeux de 2002. La championne de biathlon native de Neufchâtel partage son optimisme avec tout le monde.

« La lutte avec Salt Lake City sera très serrée, mais je pense que nous allons l'emporter par quelques votes seulement », prédit-elle.

« Bien sûr, c'est mon opinion personnelle, prend-elle soin de préciser. Je ne suis pas dans le secret des dieux et je n'ai aucun contrôle sur la décision qui prendra le CIO. »

Mme Bédard, qui prêtera main forte à la délégation québécoise cette semaine en Hongrie avec les médaillés olympiques Gaëtan Boucher et Pierre Harvey, dit que les gens qu'elle croise souhaitent de tout coeur que Québec obtienne les Jeux.

« Ils le veulent davantage depuis que les Nordiques ont déménagé aux États-Unis », mentionne-t-elle.

OCCASION UNIQUE

Amèrement déçus, d'autres doutent de la capacité de Québec d'organiser les Jeux depuis le déménagement de l'équipe de hockey. Les médaillés olympiques québécois divergent complètement d'opinion.

« Ce n'est pas le moment pour les Québécois de dire qu'ils sont nés pour un petit pain ou qu'ils sont des perdants, affirme Jean-Luc Brassard. C'est normal qu'ils soient découragés ou même désabusés, mais ils doivent redresser la tête. »

Brassard souhaite clore sa carrière à Québec

La Terre continue de tourner. C'est une occasion unique pour eux de penser leurs plaies.

« Moi, si j'avais abandonné après ma première chute, je n'aurais pas gagné de médaille d'or aux derniers Jeux olympiques. »

Un des ambassadeurs de Québec 2002, le champion des « bosses » avance qu'on ne peut établir de lien entre le départ de l'équipe québécoise et l'aventure olympique.

« Les Nordiques étaient engagés dans une lutte inégale. Ce n'était pas eux qui dictaient les règles. Ils étaient comme David contre Goliath. Ils ont tenté de tenir tête aux Américains, mais ils ont été victimes des circonstances. »

« La situation est différente pour Québec 2002, dit-il. Les étapes que la Société des Jeux a franchi, c'est exceptionnel. Les dirigeants méritent un plus grand soutien de tout le monde dans le dernier droit. »

Pour plusieurs athlètes québécois, les Jeux de 2002 seraient le couronnement de leur carrière. Agé de 22 ans seulement, Jean-Luc Brassard rêve de disputer sa dernière grande compétition devant les siens au début du prochain siècle.

« Il faut vivre l'expérience olympique pour saisir toute la magie et l'impact de l'événement », résume-t-il.

En tournée de promotion au Japon vendredi, Brassard sera de coeur et d'esprit avec les gens de Québec 2002, vers 13h20, vendredi.



C'était samedi jour de grand départ vers Budapest pour Myriam Bédard, ici entourée de Michel Lizotte et Guy Royer de la Société Québec 2002.

Le CIO ne choisira pas un pays

■ QUÉBEC (PC) — En choisissant Québec comme hôtesse des Jeux olympiques d'hiver pour l'année 2002, le Comité international olympique (CIO) ne choisirait pas nécessairement le pays où se déroulerait l'événement.

Nul ne sait si la ville de Québec sera, cette année-là, la capitale d'un nouveau pays ou si les Québécois auront décidé de maintenir leur appartenance au Canada.

Mais ces considérations politiques n'affecteront pas beaucoup les membres du CIO le 16 juin prochain, lorsqu'ils auront à trancher entre Québec, Salt Lake City (États-Unis), Sion (Suisse) et Ostertund (Suède) comme site de la XIXe olympiade d'hiver.

Québec possède une réputation enviable, comme en fait foi sa classification par l'Unesco en 1985 au titre de ville du Patrimoine mondial, ou comme en témoignent les quatre millions de touristes qui la visitent annuellement.

C'est une ville universitaire, culturelle, chaleureuse, réputée pour sa gastronomie et à la fine pointe de la technologie dans des secteurs comme la recherche médicale ou l'optique, en dépit de ses 400 ans d'une histoire riche et fertile.

Échoué par certaines expériences malheureuses comme les gouffres financiers des Jeux de Montréal en 1976 ou de « Québec 84 », le comité organisateur a voulu mettre cette fois toutes les chances de son côté.

La programmation prévoit que toutes les compétitions se dérouleront dans la région immédiate de Québec. Tous les sites sont à moins d'une heure de route du Village olympique qui sera situé à l'université Laval.

Au niveau des finances, l'organisation des Jeux a banni le mot déficit. Elle prévoit même dégager un profit de

31 millions \$ grâce à des revenus de 740 millions \$ et des dépenses réduites à 709 millions \$.

Une forte proportion des revenus provient des subventions gouvernementales de 245 millions \$. De plus, le gouvernement du Québec s'est engagé à assumer tout éventuel déficit, s'il s'en produisait. Une étude menée pour la corporation des Jeux de 2002 évaluait que les gouvernements récupéreraient quelque 90 % de ces subventions en taxes et impôts de toutes sortes.

OPPOSANTS

Pourtant, la venue des Jeux olympiques à Québec n'a pas fait l'unanimité. Un sondage récent stipulait que sept québécois sur 10 appuyaient la tenue de Jeux, ce qui donne à penser que les trois autres s'y opposent. La mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher, qui s'oppose à l'événement, accorde peu de crédibilité à des projections financières de Québec 2002 faites huit ans avant la tenue de l'événement.

« Les gens sont pour les Jeux, mais à condition de ne pas avoir à les appuyer de leurs taxes », a dit Mme Boucher qui a réussi à recueillir 30 000 signatures d'opposants.

Un autre opposant, Réjean Lemoine, conseiller municipal de Québec, craint un « délire de fonds publics ».

M. Lemoine note que peu d'élus siègent au comité organisateur, de sorte que « personne n'est imputable ou n'est responsable devant la population » de l'utilisation de ces fonds publics.



QUÉBEC 2002

Max Gros-Louis rencontre Samaranch

BUDAPEST (PC) — Québec, Salt Lake City, Sion et Ostertund s'affrontent une dernière fois cette semaine devant le Comité international olympique qui désignera vendredi à Budapest la ville hôtesse des jeux d'hiver de l'an 2002.

Du côté québécois, c'est le chef huron Max Gros-Louis qui s'est le premier lancé dans la bataille. Le leader autochtone a rencontré hier le président du CIO, Juan Antonio Samaranch, pour lui expliquer que les Premières nations du Québec appuient sans réserve la candidature de la Vieille capitale.

Au cours de cet entretien privé d'une vingtaine de minutes, Max Gros-Louis, en grande tenue traditionnelle, a remis à M. Samaranch une copie de la résolution dans laquelle les peuples autochtones assurent Québec de leur soutien.

Il lui a aussi expliqué le « projet de partenariat » conclu entre le comité québécois et les peuples autochtones pour garantir une participation pleine et entière des amérindiens à l'événement.

Dans une lettre au président du CIO, rédigée sur une peau de daim, Max Gros-Louis a souligné que les valeurs fondamentales de l'olympisme rejoignent les « valeurs culturelles traditionnelles » des Premières Nations qu'il souhaite « transmettre à notre jeunesse ».

« Nous croyons que la tenue des jeux olympiques sur notre territoire traditionnel contribuera à améliorer nos relations avec les autres peuples d'ici et d'ailleurs », a dit le chef huron. Parce que le marquis espagnol a été fait chef honoraire des Pieds noirs à Calgary il y a une vingtaine d'années, Max Gros-Louis l'a appelé « mon frère ».

Les 96 membres du CIO (moins quelques absents) ne seront sûrement pas insensibles à ce nouvel argument des Québécois. Mais on peut penser, à quelques jours du dénouement, que la victoire ne se jouera pas sur ce genre de considérations.

Les forces et les faiblesses de chaque candidature sont maintenant connues. Les quelques 60 membres du comité qui se sont rendus à Québec (et dans les autres villes) ont sans doute déjà fait leur lit.

D'ici vendredi, dans les coulisses de la 104e session du CIO, chaque délégation utilisera ses contacts personnels, fera appel à ses alliés, pour conforter ses appuis et convertir les indécis.

L'opération oscillera entre la campagne de charme et le « tordage de bras ». Au moment où s'amorce cette ultime bataille, Salt Lake City et Québec sont données favorites, avec un léger avantage pour la ville américaine, candidate pour la troisième fois.

Dirigé par le maire Jean-Paul L'Allier et forte d'une quarantaine de membres, la délégation de Québec 2002 est arrivée hier à Budapest. Le premier ministre Parizeau se joindra à elle à la fin de la semaine.

Le leader huron lance l'ultime opération charme

SUPER VENTE DÉMONSTRATEURS

Stock 94-2416 VIGOR GS



Équipement complet
PDSF 35-875\$ **SPECIAL 31 995\$**

Stock 94-2289 LEGEND COUPÉ



6 vitesses, équipement complet
PDSF 51-200\$ **SPECIAL 45 995\$**

Stock 94-2156 LEGEND LS - 4 P



Équipement complet
PDSF 50-519\$ **SPECIAL 44 995\$**

Stock 94-2368 INTEGRA RS - 4 P - 5 VIT.



Vendu
PDSF 21-159\$ **SPECIAL 19 495\$**

Stock 94-2163 INTEGRA RS - 4 P - AUTO



Tapis, g.-boue, emblèmes dorés
PDSF 20-945\$ **SPECIAL 18 995\$**

Stock 95-2376 INTEGRA RS - 4 P - AUTO



Tapis, g.-boue, p. pierre, emblèmes or
PDSF 22-434\$ **SPECIAL 20 495\$**

Stock 95-2453 INTEGRA RS - 3 P - 5 VIT.



Aileron, tapis, g.-boue, p. pierre
PDSF 20-334\$ **SPECIAL 18 755\$**

94-2083 INTEGRA GSR - 3 P - 5 VIT.



Aileron, tapis, g.-boue
PDSF 23-995\$ **SPECIAL 23 995\$**

Stock 95-2329 INTEGRA RS - 3 P - 5 VIT.



Aileron, tapis
PDSF 20-820\$ **SPECIAL 18 595\$**

Stock 95-2356 INTEGRA RS - 3 P - 5 VIT.



Aileron, g.-boue, p. pierre
PDSF 20-209\$ **SPECIAL 18 755\$**

ACURA Integra
Une vision qui respire un élan de passion.
4901, boul. des Galeries
622-8180
QUÉBEC
Voisin des Galeries de la Capitale

La sécurité: une force pour Québec

■ QUÉBEC (PC) — Les questions de sécurité, quand il s'agit d'événements internationaux du calibre des Jeux olympiques, est devenue une véritable obsession.

Mais la ville de Québec n'a rien à craindre de ce côté: le dossier de la ville en la matière est quasi parfait, assure le chef de police de Québec, Normand Bergeron, un véritable expert de la question, puisque, fort de son expérience aux Jeux de Montréal en 1976, il a supervisé la présentation de Québec sur cette question devant les membres du Comité international olympique.

« Il n'y a aucune faille dans le dossier de Québec. On est nettement en avance sur toutes les autres villes », indique-t-il.

Si elle obtient les Jeux, Québec englutira pas moins de 40 millions \$ — soit 7 % du budget — pour assurer la protection des athlètes, de leur famille, des personnalités politiques et des spectateurs qui participeront aux Jeux.

Quelque 2000 personnes seront en poste, chaque jour, pour s'assurer que tout fonctionne sur des roulettes. En plus des policiers de la Ville de Québec, on prévoit mettre à contribution les agents de la Sûreté du Québec, de la Gendarmerie royale du Canada et même, si nécessaire, des Forces armées canadiennes.

La plupart des villes canadiennes ont une excellente réputation en matière de sécurité, et Québec ne fait pas exception. « Un environnement sûr, stable, pacifique. On peut déambuler dans les rues sans crainte. Sur le plan mondial, on affiche un des plus bas taux de criminalité », explique M. Bergeron.

Mais lors d'événements internationaux, la menace peut souvent venir de l'extérieur. « Le danger de poser un geste terroriste n'est pas évident dans notre région. Mais on n'est jamais à l'abri d'une personne ou d'un groupe qui voudrait avoir une visibilité internationale. Ça fait partie de nos grandes préoccupations », souligne le chef de police de Québec.

« Une chose est sûre, ajoute-t-il, un événement comme Oklahoma City, ça ne pourrait pas arriver au Village olympique, au centre de presse, dans les grands hôtels. Parce que le périmètre va être totalement contrôlé. Ils ne pourraient pas approcher. Mais un tueur fou, on ne peut évidemment pas empêcher ça. »

À titre d'exemple, l'accès des lieux « à risque » sera soigneusement contrôlé. On n'entrerait pas au Village



C'était en janvier dernier, Québec venait d'être choisie parmi les quatre finalistes. La scène se répètera-t-elle vendredi?

olympique, situé à l'université Laval, comme dans un moulin: une carte magnétique codée permettra d'accéder aux endroits autorisés.

« C'est une mesure très discrète, mais très contrôlée », dit M. Bergeron.

Les événements survenus dans la ville du Midwest américain constituent d'ailleurs un point noir au des-

sier de Salt Lake City, une des villes concurrentes de Québec dans la course aux Jeux olympiques, qui se trouve dans la même région des États-Unis.

« Il ne faut pas profiter d'une action semblable pour se faire du capital. Mais ce n'est pas sans poser certaines interrogations. Heureusement que ce n'est pas survenu ici », lance M. Bergeron.

Festival du prix d'ami!

Prix de lancement
12790\$
Festival du Prix d'ami



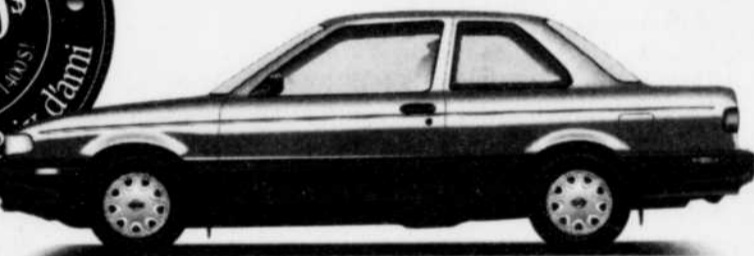
Sentra berline de base 1995

- Moteur 16 soupapes de 115 chevaux
- Deux coussins gonflables
- Sièges anti-fatigue
- Suspension multibras différentielle arrière
- Poutrelles latérales de renfort
- Banquettes arrière repliables 60/40

Prix imbattable
10990\$
Festival du Prix d'ami

Coupé Sentra DLX 1995

- Meilleure voiture économique de l'année selon l'AJAC en 1994
- Moteur 16 soupapes de 110 chevaux
- 50 mi/gal. sur route selon Transport Canada
- Suspension indépendante aux quatre roues
- Colonne de direction inclinable
- Deux rétroviseurs extérieurs



Altima 1995

- Moteur 16 soupapes de 2,4 litres et 150 chevaux
- Deux coussins gonflables
- Poutrelles latérales de renfort
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes Dolby
- Rétroviseurs électriques
- Régulateur de vitesse



Financement spécial
3,8%
sur 24 mois
Festival du Prix d'ami

Location spéciale
399\$
Festival du Prix d'ami

Maxima GXE 1995

- Voiture importée de l'année selon Motor Trend
- Moteur de 190 chevaux
- Deux coussins gonflables
- Lève-glaces et verrouillage des portières électriques
- Climatiser sans CFC
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes Dolby



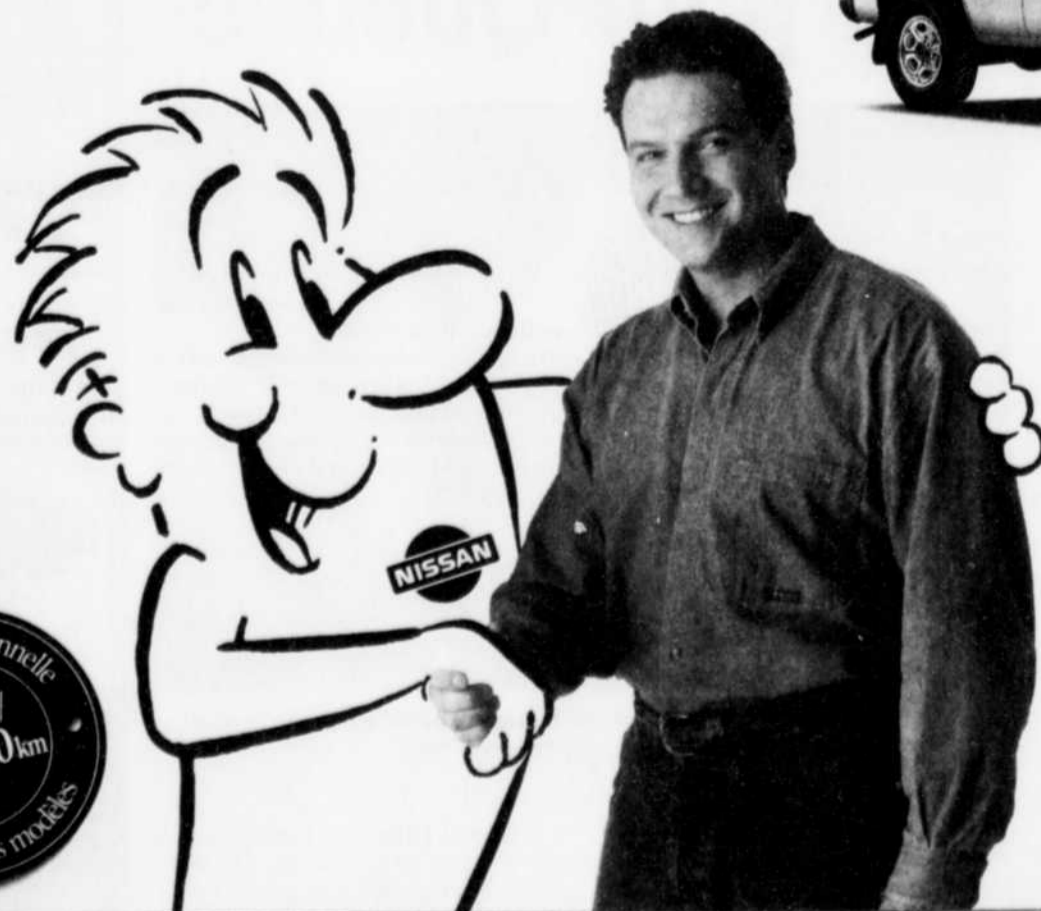
Pathfinder XE 1995

- Moteur V6 de 153 chevaux
- 4x4 avec moyeux autobloquants
- Freins anti-blocage à l'arrière
- Radio AM/FM stéréo à 8 haut-parleurs
- Climatiser sans CFC
- Régulateur de vitesse



Location spéciale
399\$
Festival du Prix d'ami

Garantie exceptionnelle
6 ans / 100 000 km
sur tous les modèles



très
Votre sympathique
concessionnaire **NISSAN**

Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et bouclent leur ceinture de sécurité. *PDSF pour une Sentra berline de base 1995 avec transmission manuelle. Taxes, transport et préparation en sus. **Prix spécial pour un Coupé Sentra DLX 1995 avec transmission manuelle. Taxes, transport et préparation en sus. ***Sujet à l'approbation du crédit par NCFI. Taux de 7,8% aussi disponible pour une période de 36 mois. Location de 36 mois pour une Maxima GXE 1995 avec transmission manuelle. Taxes, immatriculation et assurances en sus. Versement initial de 4 500 \$ Dépot de sécurité remboursable de 475 \$ requis à la livraison du véhicule. Limite de 72 000 km. Frais de 7 cents du kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit par NCFI. **Location de 36 mois pour un Pathfinder XE 1995 avec transmission manuelle. Taxes, immatriculation et assurances en sus. Versement initial de 2 000 \$. Aucun dépot de sécurité requis. Limite de 72 000 km. Frais de 7 cents du kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit par NCFI. Voyez votre concessionnaire Nissan participant ou composez le 1 800 387-0122 (entre 8 h et 19 h HE).

LE MONDE

La guerre en Bosnie durera 10 ans

■ BONN (AFP, AP, Reuter) — Le secrétaire général des Nations unies Boutros Boutros-Ghali estime que l'ONU n'a pas d'autre choix que de négocier avec les Serbes de Bosnie et admet l'idée que la guerre puisse durer dix ans, dans une interview au magazine allemand Der Spiegel paraissant aujourd'hui.

« Tant que la volonté politique d'imposer par les armes les décisions de l'ONU fait défaut, nous ne pouvons rien faire d'autre que négocier », déclare M. Boutros-Ghali dans cet entretien.

Interrogé sur les mesures indispensables à prendre pour éviter que l'ONU ne se retrouve une nouvelle fois en position d'otage des Serbes, M. Boutros-Ghali observe tout d'abord que les soldats déployés sur le terrain, « uniquement armés pour une mission de maintien de la paix », n'ont pas les moyens nécessaires pour imposer du jour au lendemain les résolutions de l'ONU par la force.

Il souligne ensuite que, si le mandat des Nations unies est modifié pour permettre le recours à la force, « cela signifie entrer en guerre, au côté de l'une ou l'autre des parties (...) Si cela doit être décidé, alors cela doit être fait comme pour la libération du Koweït ».

Comparant la guerre de l'ex-Yougoslavie avec celle du Liban, il affirme: « À Beyrouth, il a fallu 15 ans pour faire la paix. En Yougoslavie, nous n'y arriverons pas non plus en appuyant sur un bouton (...) S'il faut dix ans pour guérir un cancer, alors il faut bien accepter aussi que la solution d'un conflit puisse mettre dix ans à se dessiner ».

Sur le fond, le secrétaire général de

l'ONU se déclare convaincu que « le problème bosniaque ne peut pas être résolu militairement ». Mais il se refuse à désigner les Serbes de Bosnie comme responsables du blocage des négociations.

Par ailleurs, la Serbie continue de soutenir en secret les Serbes bosniaques, selon des responsables américains et européens ayant accès à des rapports des services de renseignement et cités dans le New York Times d'hier.

L'armée fédérale yougoslave, selon ces sources, paie les soldes de nombreux officiers serbes bosniaques et assure l'entraînement et l'approvisionnement des forces serbes en munitions, pièces détachées et carburant. Selon le journal, des analystes américains estiment que l'armée yougoslave fournit le support logistique des défenses anti-aériennes des Serbes bosniaques. Un missile sol-air tiré par les Serbes bosniaques a abattu la semaine dernière un F-16 américain participant à une mission de l'OTAN.

Les 145 Casques bleus toujours prisonniers des Serbes de Bosnie semblaient fort, hier, devoir entrer dans leur troisième semaine de détention. Aucun changement notable ne s'est fait jour sur le terrain, et les combats se sont poursuivis notamment autour de Gorazde.



Des enfants serbes bosniaques observent un crâne humain recouvert d'un casque bleu de l'ONU exhibé comme un trophée sur une jeep militaire dans le château-fort serbe de Pale. Compte tenu de la faiblesse progressive de la mission de l'ONU, le gouvernement bosniaque et les milices croates planifient entre-temps la guerre et font des gains sur le terrain.

Les Italiens sauvent Berlusconi de justesse

■ ROME (Reuter, AP) — Les Italiens se sont prononcés hier contre la limitation du nombre de chaînes de télévision pouvant être possédées par un seul individu, ce qui constitue une victoire pour Silvio Berlusconi, selon un sondage réalisé à la sortie des urnes.

Une victoire du « oui » aurait contraint l'ancien président du conseil de l'Italie et PDG de la société Fininvest, à vendre deux de ses trois chaînes nationales.

Pour Silvio Berlusconi, la perte de son conglomérat aurait pu compromettre son retour comme chef de Forza Italia, la coalition conservatrice qu'il a fondée, à la tête du gouvernement italien, après les élections législatives prévues pour l'automne.

Les électeurs ont également repoussé une proposition visant à limiter le temps de diffusion des publicités télévisées. En revanche, ils ont soutenu un plan destiné à autoriser la privation partielle de la radiotélépublique RAI.

Selon l'institut de sondage Abacus, 53 à 58% des électeurs ont voté « non »

lors du référendum qui proposait de limiter à une le nombre de chaînes de télévision que peut détenir une seule personne.

Le non semble également l'emporter pour les deux autres référendums sur la publicité qui auraient pu porter atteinte à l'empire du magnat de la presse.

Silvio Berlusconi, écarté du pouvoir en décembre dernier après sept mois passés à la tête du gouvernement, avait fait campagne pour le non. Toutefois, le faible taux de participation, estimé à 55% environ, risque de réduire la portée de sa victoire.

Au total, les Italiens étaient appelés à se prononcer sur 12 questions, qui, outre la télé, portaient par exemple sur l'ouverture de nuit des magasins ou les pouvoirs des syndicats.

Pas d'élan Chirac à la droite française

■ PARIS (Reuter, AP) — L'élection de Jacques Chirac à l'Élysée et l'entrée à Matignon d'Alain Juppé n'ont pas eu d'effet d'élan pour la majorité RPR-UDF au premier tour des municipales, marqué par la stabilité du corps électoral local.

Selon les estimations, le rapport des forces national s'établit à 43,4% pour la majorité RPR-UDF contre 42,3% à la gauche socialiste et communiste et 7,2% au Front national. Les écologistes récolteraient entre 1 et 2%.

Par rapport aux dernières municipales de 1989, la droite progresserait de 1,2%, la gauche reculerait de 4,9% et le Front national gagnerait 2%.

Ces chiffres doivent cependant être analysés en tenant compte du résultat exceptionnellement flatteur de la gauche en 1989 et de circonstances théoriquement favorables à la majorité RPR-UDF en plein état de grâce de Jacques Chirac.

Le Front national enregistre, certes, un score décevant par rapport aux 15% de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle, mais il effectue de

fortes poussées dans bon nombre de villes de plus de 30 000 habitants. Il y jouera un rôle d'arbitre lors du second tour, dimanche prochain, « un nombre inhabituel », a reconnu le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré.

« Le mouvement que je préside apparaît ce soir comme un triomphateur », a affirmé Jean-Marie Le Pen.

Plusieurs responsables de la majorité ont rappelé qu'il n'était pas question de passer des accords de quelque nature que ce soit avec le FN. « Il y a une ligne politique qui est: aucune alliance à droite, aucun clin d'œil à l'extrême droite », a souligné le président RPR du Conseil régional d'Île-de-France Michel Giraud.

Avec environ 65% de participation, ce scrutin municipal est le moins mobilisateur depuis la guerre.

Lutte à trois contre les bandes de Hutus

■ BUJUMBURA (AFP) — En décidant samedi de créer des patrouilles conjointes à leurs frontières communes, le Burundi, le Rwanda et le Zaïre qui a promis son aide, ont déclaré la guerre aux « bandes armées » de réfugiés hutus accusés de vouloir déstabiliser leurs pays.

Souçonné par ses deux petits voisins de fermer les yeux, voire de soutenir les extrémistes hutus réfugiés sur son territoire, le Zaïre, par la voix de son ministre de la Défense, le grand amiral Mavua Mudima, a accepté de participer aux patrouilles et de surveiller ses frontières.

Les réfugiés rwandais ne rentrent pas soit parce qu'ils ont participé au génocide des Tutsis commis l'année dernière au Rwanda, soit parce qu'ils sont « otages » de l'ancienne administration, ou encore parce qu'ils sont effrayés par de possibles arrestations arbitraires et exécutions sommaires à leur retour.

Le couvre-feu pour prévenir la délinquance juvénile

■ WASHINGTON (AFP) — Le couvre-feu est devenu l'arme de prédilection des villes américaines pour lutter contre la délinquance juvénile et Washington se prépare à adopter une telle mesure pour obliger les adolescents à rentrer plus tôt chez eux.

Depuis 1990, environ un millier de villes et agglomérations des États-Unis ont décidé d'instaurer un couvre-feu pour les mineurs en dépit de protestations de l'Union américaine pour les libertés civiles (UCLA) qui estime que la pratique constitue une entrave à leur liberté de circuler.

Après Miami (Floride), Atlanta (Géorgie), Dallas (Texas) et Phoenix (Arizona), le conseil municipal de Washington a approuvé, la semaine dernière, un projet de réglementation

interdisant aux jeunes de moins de 17 ans de se trouver en dehors de leur domicile au-delà de 23h en semaine et minuit le week-end.

Selon un récent rapport de police, la moitié des arrestations d'adolescents dans la capitale fédérale ont eu lieu après ces heures entre janvier 1993 et février 1994.

Troisième dans le classement des villes les plus dangereuses des États-Unis, derrière La Nouvelle Orléans (Louisiane) et Richmond (Virginie), la

capitale fédérale — avec 71 meurtres pour 100 000 habitants — compte sur cette mesure pour faire baisser la criminalité juvénile.

Washington, qui détenait jusqu'en 1991 encore le titre peu envieux de « capitale du crime » du pays, a enregistré, en 1994, 414 meurtres pour 570 000 habitants, soit une baisse de 11% par rapport à 1993.

L'âge limite des adolescents concernés par ces couvre-feu varie entre 16 à 18 ans selon les villes, et les sanctions peuvent aller jusqu'à trois mois

de prison ferme et 500 \$ d'amende pour les jeunes contrevenants, leurs parents ou les commerçants qui les acceptent dans leurs établissements au-delà de l'horaire imposé.

Impopulaires chez les adolescents, ces arrêtés municipaux semblent toutefois donner de bons résultats. À New York, dans la banlieue de New York, où une telle mesure est en vigueur depuis 1992, le nombre de vols de voiture a baissé de 35% en un an, selon les statistiques de la police.

Confrontés au phénomène croissant de la délinquance juvénile et manquant souvent de crédits pour d'autres formes de prévention, les responsables municipaux font du couvre-feu leur arme de prédilection en dépit de

sévères critiques des mouvements de

défense des droits civils.

L'initiative du conseil municipal de Washington a été dénoncée par l'UCLA. « Nous ne pensons pas que la municipalité est en droit de considérer comme un crime le fait que quelques adolescents se mettent sur le trottoir pour admirer les étoiles », a déclaré au New York Times un responsable de ce mouvement. Une telle mesure pour des adultes « serait immédiatement dénoncée comme inconstitutionnelle ». Il doute aussi de l'efficacité d'une telle mesure. « Le gars qui se trouve dans la rue armé d'un pistolet pour vendre sa cocaïne ne va pas regarder sa Rolex et dire: Holà! il est 23h, je ferais mieux de rentrer ».

Impopulaire, il réduit la criminalité urbaine aux États-Unis

LAISSÉZ VOTRE ARGENT À LA BANQUE ET DÉPOSEZ-VOUS DANS UNE SAAB

SAAB 900 S

- ✓ 5 portes Hatchback
- ✓ 4 cyl. 2.3 L. 150 HP
- ✓ Manuelle 5 vitesses
- ✓ Entièrement équipée

LOUEZ UNE NOUVELLE SAAB 900S
393\$* PAR MOIS
INCL. TRANSPORT ET PRÉP.



SAAB
Ste-Foy



SAAB 9000 CS

- ✓ 5 portes Hatchback
- ✓ 4 cyl. Low Pressure Turbo
- ✓ Automatique, 2.3 L. 170 HP
- ✓ Entièrement équipée

LOUEZ UNE SAAB 9000 CS
527\$* PAR MOIS
INCL. TRANSPORT ET PRÉP.

3330, RUE WATT, SORTIE BLAISE-PASCAL (VOISIN DU CLUB PRICE)

653-1312

* BASÉ SUR LOCATION DE 36 MOIS, RÉSIDUEL DE 51% (900S), 59% (9000 CS). COMPTANT DE 5000\$ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT. TAXE SUR DÉPÔT ET MENSUALITÉ EN SUS. 72 000 KM AVEC 4c KM EXCÉDENTAIRES. SUJET À L'APPROBATION DU CRÉDIT.

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II
Président et Éditeur GILBERT LACASSE
Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE
Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON
Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

Les vrais Grands et les autres

Les Grands de ce monde se rassemblent cette semaine à Halifax sous le signe de l'austérité. Hôte des dirigeants des plus grands pays industrialisés, le Canada l'a souhaité ainsi. Le plus petit des Sept ne pouvait crier trop fort une puissance inexistante, à l'échelle des grands blocs qui transcendent de plus en plus les intérêts nationaux.

Fondé comme un lieu de rencontre à la limite du social et de l'utilitaire par des chefs d'État ou de gouvernement désireux de se parler entre amis, loin des pressions extérieures, le club sélect du G7 n'est plus ce qu'il était.

Le Japon domine le marché mondial comme jamais auparavant. Les États-Unis n'arrivent pas à contrôler leurs finances nationales ou leurs échanges internationaux. La dernière superpuissance toujours vivante semble vivre sur sa réputation et son erre d'aller.

La France et la Grande-Bretagne, pour les fins du discours économique, se fondent dans l'Union européenne. Le pouvoir de Londres et de Paris transite maintenant par Bruxelles. Et il pèse lourd dans la balance. L'Italie, membre souvent oublié du Groupe des sept, y fait et fera encore de la figuration, partageant la solitude du Canada.

La Russie, elle, veut bien entrer dans la famille. Son économie toujours désorganisée ne fait pas le poids. Mais la réalité politique, elle, interdit que l'on laisse très longtemps Boris Elstine à la porte. Il s'agit plus que de la simple politesse: entre les revendications tchéchènes et le chaos que provoquerait l'effritement russe, les Grands ont choisi. Les remontrances n'auront aucune conséquence.

Cette reconfiguration des forces politiques se traduira un jour ou l'autre par la fin du G7 et son remplacement par un autre club privé rassemblant les États-Unis, le Japon, la Russie et l'Union européenne.

Le premier parlera au nom de l'Amérique libre-échangiste, qu'elle apprécie ou non ce service rendu à titre amical. Le second s'exprimera au nom de la zone Asie-Pacifique tant que les Chinois accepteront d'attendre patiemment au portail. La Russie reprend peu à peu le contrôle de son ancien empire et pourra s'exprimer bientôt au nom d'une communauté reconstituée.

L'Union européenne, perçue comme balourd et esclave des technocrates, occupe le centre du terrain. Tous la recherchent comme alliée, tous la craignent comme rivale. Isolés dans leur tactique d'affrontement contre le Japon, les Américains ont tenté ces dernières semaines une ouverture vers Bruxelles. Leur objectif: une zone nord-atlantique de libre-échange d'ici 10 ou 20 ans.

Économiquement parlant, cette initiative fait plus de sens qu'un éventuel libre-échange Asie-Pacifique, ne serait-ce que par la similitude des économies et des sociétés. Politiquement, par contre, l'Europe n'a pas nécessairement intérêt à abandonner son rôle de pivot pour se donner corps et biens au camp américain. Pourquoi d'ailleurs laisserait-elle tomber un Japon qui la courtise avec furie dans sa volonté de ne pas se retrouver isolé dans une politique dite asiatique?

Le sommet de Halifax ne sonnera pas le glas du G7. Il permettra toutefois de démontrer à ceux qui l'ignoraient toujours les limites de cette tribune, et la nécessité de trouver un nouveau cadre international où se réglerait entre quelques gens riches et célèbres le sort d'une humanité dépendante de grands flux économiques totalement hors de son contrôle. Ainsi va la vie.

Arnaud Gosselin

M. Gosselin est artiste et vice-président de VIDERE (association d'artistes de la CUQ).

En octobre, le Bureau des arts et de la culture de la ville de Québec invitait les artistes en arts visuels à présenter leur dossier pour l'établissement du prochain calendrier d'expositions au Palais Montcalm.

Le jury de novembre 1994 n'aurait pas été convoqué. La ville n'a pas informé les artistes de ses intentions, n'a pas retourné non plus les dossiers, alors même que des rumeurs inquiétantes concernant l'avenir des salles d'expositions du Palais Montcalm se multiplient. Plusieurs artistes s'interrogent.

Des rumeurs de fermeture circu-

laient depuis l'hiver. Une nouvelle rumeur, plus folle encore, s'impose: l'administration municipale songerait à louer ses salles d'exposition aux artistes; les frais de location pourraient atteindre 1500\$ par mois. Une grande part de ces nouveaux revenus serait une contribution des artistes aux salaires des employés municipaux chargés de l'accrochage et du gardiennage des expositions.

Nous savons que les Québécois abhorrent les comparaisons avec la ville de Montréal... Nous devons les comprendre, puisqu'ils risquent parfois d'avoir à rougir d'envie et de honte. Alors qu'à Québec on exigerait des

artistes en arts visuels qu'ils subventionnent directement les activités culturelles de la ville, à Montréal, les artistes professionnels qui présentent une exposition solo dans l'une des dix maisons de la culture reçoivent un cachet de 760\$.

Les administrateurs de Québec et du Bureau des arts et de la culture n'ont pas fait connaître officiellement leurs intentions concernant l'avenir des salles d'expositions du Palais Montcalm; sans doute qu'ils mesurent pleinement le caractère scandaleux des décisions prises en catimini et qu'ils espèrent que cet acte de banditisme culturel passe inaperçu.

Une comparaison avec Montréal ferait rougir d'envie et de honte

Le Canada, un pays extraordinaire

Je reviens d'un séjour de 19 jours, dans l'Ouest canadien. J'ai eu le privilège d'y constater l'amabilité de nos concitoyens canadiens, leur prospérité remarquable et la beauté indescriptible des paysages. Contrairement à notre premier ministre, j'en suis revenu avec une plus grande fierté d'être Canadien.

Nos concitoyens de la Colombie-Britannique préfèrent nous conserver au sein de la Confédération, mais, si nous désirons la quitter, ils ne feront rien pour nous y retenir. Par conséquent, si nos dirigeants pensent que le Canada se mettra à genoux pour négocier avec nous, ils se trompent carrément.

Imaginons un instant quel serait notre degré de préoccupation en apprenant qu'une province distante d'un continent et, au surplus plus pauvre que la nôtre, décidait de quitter le Canada. Peut-être serions-nous très heureux de cesser de la subventionner via la péréquation du système fédéral.

Je crois qu'à l'heure actuelle le Québec se place au septième rang des provinces, en ce qui concerne le niveau de prospérité de ses citoyens. Une des choses qui m'ont le plus frappé, autant en Colombie-Britannique qu'en Alberta, c'est justement la prospérité, la propreté des lieux, l'excellent état du réseau routier et, encore une fois, l'amabilité des gens.

J'y ai d'ailleurs rencontré un très grand nombre de Québécois qui ont dû y déménager, afin de trouver des emplois qui ne sont pas disponibles ici.

Je souhaite donc que mes propos contribuent à éclairer nos concitoyens sur les avantages de faire partie d'un pays aussi extraordinaire. Je leur souhaite d'ailleurs, comme je l'ai fait, d'aller voir comment nos voisins y vivent et de prendre exemple sur eux en travaillant à améliorer notre sort, plutôt que de nous plaindre constamment et de menacer de nous séparer.

Georges Cannon
Sillery

Dignité et fierté de femmes

(Réponse à l'éditorial «La gerbe de roses» de M. J.-Jacques Samson, LE SO-

LEIL» du 31 mai)

Vous me faites insulte et insulter l'intelligence, l'intégrité et l'engagement social des femmes d'hier et d'aujourd'hui quand vous osez insinuer que «La marche du Pain et des Roses», marche des femmes contre la pauvreté, serait «une affaire arrangée» ou que nous serions victimes «d'une belle récupération politique». Le mouvement des femmes est un mouvement autonome, non partisan, diversifié et ouvert. Il est grand et vaste comme la mer. Certains politiciens peuvent toujours tenter de capitaliser sur notre démarche en voulant se hisser sur la pointe des vagues et certains éditorialistes (comme vous!) peuvent toujours être tentés de biaiser notre démarche en voulant créer quelques remous médiatiques; ils ne réussiront pas, car je crois qu'en 1995 ce genre d'intentions et d'actions est voué au naufrage. Car, même en ces temps de «mesures environnementales» les femmes ne sont pas des «matières récupérables». Oui! la mer est haute et forte. Ses eaux sont profondes et suivent le cours de notre histoire. Je l'ai vu et je le vois chaque jour de la marche, sur notre chemin, il y a partout des femmes, des hommes et des enfants qui comme des cours d'eau se jettent à la mer et savent nager. La marche contre la pauvreté des femmes est une démarche de dignité et de fierté!

Yolande Vézina
Montréal

Des études subjectives et partisans

Depuis quelque temps, le PQ nous assaille d'études sur la souveraineté. Mais, voilà, ces études sont partisans. Elles sont faites par des disciples favorables à la souveraineté. Sous le vocable à peu près crédible de l'INRS. Ce qui paraît scientifique n'a rien de scientifique, mais relève plutôt de la subjectivité partisane. Où est l'objectivité?

Pour les gens ordinaires, dont je fais partie, il ne sert à rien de nous garocher des chiffres mirobolants. D'abord, on ne peut pas vérifier, car on n'est ni fiscaliste ni comptable. Et puis, nous sommes avant tout pragmatiques, très terre à terre. Ce qui nous préoccupe surtout, c'est «le pain et le beurre» dans l'immédiat. Et

aussi la sécurité pour le futur. Comme le proverbe le dit si bien: «Un tien, vaut mieux que deux tu l'auras...» Et puis la porte est encore ouverte aux négociations, dans notre grand pays, le Canada. D'après les souverainistes, tout baignera dans l'huile après la souveraineté... (si jamais elle se réalise). Mais, il y a un «MAIS»: qui peut nous assurer sans l'ombre d'un doute que tout le monde se mettra à nos genoux après? Comme une dame le disait si bien à R.-Q. lors d'une discussion animée sur l'avenir du Québec: Pourquoi vouloir tout briser? Est-ce qu'on n'a plus le courage de négocier? Et si on n'a pas ce courage avant, est-ce qu'on l'aura après? Et si on s'était trompé de négociateurs dans les éternels palabres constitutionnels! À ce que je sache, le Canada ne s'est pas fait en un an. Il a fallu 100 ans. Alors quand bien même on y mettrait quelques années pour négocier. Cela en vaut la peine! Plutôt que de tout briser inutilement, et de se tirer à corps perdu dans les problèmes insolubles...

Marie-France Legault
Québec

La popularité de Jean Chrétien

Les médias ont rendu public un sondage qui indique que M. Jean Chrétien est le plus populaire premier ministre de toute l'histoire du Canada avec un taux de popularité de 68%.

Cette popularité exceptionnelle lui vient principalement du Canada anglais, notamment de l'Ontario où il atteint des sommets inégalés. Par ailleurs, c'est au Québec qu'il est le moins populaire.

Une telle situation est facilement compréhensible quand on sait que le Canada anglais l'a élu avec la mission principale de mettre le Québec à sa place. Il s'y emploie avec une telle ardeur que ses mandats lui accordent une note de satisfaction exceptionnelle.

Ce faisant, il ne fait que poursuivre la tradition des premiers ministres francophones du Canada. Le Canada anglais les élit pour mettre le Québec à sa place. Leur maintien au pouvoir dépend principalement, sinon uniquement, du succès de cette mission. À défaut, ils sont renvoyés promptement dans l'anonymat.

Marc-André Labrecque
L'Ancienne-Lorette

L'artiste devra-t-il payer pour exposer ses oeuvres?

Arnaud Gosselin

M. Gosselin est artiste et vice-président de VIDERE (association d'artistes de la CUQ).

En octobre, le Bureau des arts et de la culture de la ville de Québec invitait les artistes en arts visuels à présenter leur dossier pour l'établissement du prochain calendrier d'expositions au Palais Montcalm.

Le jury de novembre 1994 n'aurait pas été convoqué. La ville n'a pas informé les artistes de ses intentions, n'a pas retourné non plus les dossiers, alors même que des rumeurs inquiétantes concernant l'avenir des salles d'expositions du Palais Montcalm se multiplient. Plusieurs artistes s'interrogent.

Des rumeurs de fermeture circu-

laient depuis l'hiver. Une nouvelle rumeur, plus folle encore, s'impose: l'administration municipale songerait à louer ses salles d'exposition aux artistes; les frais de location pourraient atteindre 1500\$ par mois. Une grande part de ces nouveaux revenus serait une contribution des artistes aux salaires des employés municipaux chargés de l'accrochage et du gardiennage des expositions.

Nous savons que les Québécois abhorrent les comparaisons avec la ville de Montréal... Nous devons les comprendre, puisqu'ils risquent parfois d'avoir à rougir d'envie et de honte. Alors qu'à Québec on exigerait des

artistes en arts visuels qu'ils subventionnent directement les activités culturelles de la ville, à Montréal, les artistes professionnels qui présentent une exposition solo dans l'une des dix maisons de la culture reçoivent un cachet de 760\$.

Les administrateurs de Québec et du Bureau des arts et de la culture n'ont pas fait connaître officiellement leurs intentions concernant l'avenir des salles d'expositions du Palais Montcalm; sans doute qu'ils mesurent pleinement le caractère scandaleux des décisions prises en catimini et qu'ils espèrent que cet acte de banditisme culturel passe inaperçu.

Une comparaison avec Montréal ferait rougir d'envie et de honte

Alors que Québec 2002 vend et vante les charmes, le dynamisme et la vitalité culturelle de Québec auprès des bonzes du CIO et des journalistes internationaux, on s'appête à bafouer, à anéantir les acquis et les droits des artistes en arts visuels. On la présente comme le phare de la culture française en terre d'Amérique, alors qu'elle est gérée par des fossoyeurs des arts!

La culture dans notre capitale nationale ne serait-elle faite que de carnavales et de festivals, de vieilles pierres, de fragments de verre ou de reliques et de breloques «Made in Korea»? Mille excuses. Les artistes en arts visuels ne sont pas des vendeurs de macarons, cendriers, gaminets et autres babioles à l'effigie du Château Frontenac!

S'il faut monter aux barricades, nous le ferons!

L'attitude de la ville de Québec et, particulièrement, des administrateurs du Bureau des arts et de la culture à l'égard des artistes en arts visuels, est non seulement incompréhensible, elle est tout simplement révoltante. S'il faut encore une fois monter aux barricades pour faire valoir nos droits, nous le ferons!

Il serait temps que les administrateurs et gestionnaires responsables prennent, justement, leurs responsabilités et communiquent aux artistes leurs véritables intentions, plutôt que de laisser courir des rumeurs qui minent sévèrement leur crédibilité.



BERTHIO

CARREFOUR DES LECTEURS

OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

La presse politique va mal Jacques Parizeau a raison

Après 17 ans de chronique politique à Ottawa, il y a des jours où ma profession me désole. Oui, Jacques Parizeau a raison : le journalisme politique est malade. Il n'informe plus. Au mieux, il se contente de renforcer des préjugés. Au pire, il en crée.

Cela m'a rarement autant frappé qu'au retour d'une tournée, en compagnie du nouveau premier ministre Mike Harris, dans l'Ontario profond, là où les journaux de Toronto n'entrent pas avant le début de l'après-midi. Quant à ceux de Montréal, on n'en parle même pas... Vendredi soir à l'aéroport de Toronto, en attendant une correspondance pour rentrer dans la capitale, je n'en suis pas revenu des bêtises qu'on a pu écrire sur Harris.

Le nouveau premier ministre de l'Ontario ne connaît pas le Québec? Il s'y est développé un réseau de contacts, incluant deux anciens premiers ministres et des hommes d'affaires bien branchés, qu'il visite régulièrement. Sans parler de ses week-ends en chaloupe sur le lac Massawippi, en compagnie de la famille Charest.

Mike Harris constitue une menace pour les Franco-Ontariens? Certes, il ne parle pas français. Ce qui ne l'a pas empêché d'appuyer les Accords du lac Meech et de Charlottetown. Il s'engage à accorder des services en français

quand la demande, plutôt que le nombre, le justifie. Il a raison : lorsque le gouvernement a en effet adopté une loi sur les services en français, il a dû faire une coûteuse campagne de publicité sur le thème *Le français, je m'en sers*, parce que les francophones n'utilisaient pas les nouveaux services. Et pendant la campagne électorale, Harris a répété *ad nauseam* que ceux-ci ne sont pas visés par son programme de restrictions budgétaires.

Évidemment, il fallait être à North Bay, ou à Cambridge, ou à Sturgeon Falls, pour l'entendre dire cela. En ai-je lu des commentaires de professeurs d'université qui s'improvisent chroniqueurs, et de chroniqueurs qui se prétendent experts : nombre d'entre eux ont pontifié sur le sens de cette élection sans jamais quitter Ottawa, comme si la capitale était représentative de l'Ontario. Ou de toute autre région du pays d'ailleurs!

Faute de s'alimenter à la réalité profonde du pays, le commentaire politique se nourrit de vieux préjugés. Les bons ou les méchants. Les rouges ou les bleus. Les progressistes ou les



Michel Vastel

mange-canajens. C'est comme ça qu'on a classé Harris : dans la case des « méchants bleus anti francophones ».

C'est comme ça aussi qu'on a fait de Bob Rae un « bon, social-démocrate, ami du Québec ». Ah, bien sûr, il parle un beau français ! Mais il n'a pas fait preuve de plus de courage que ses prédécesseurs à défendre les droits scolaires de mes enfants depuis cinq ans qu'il est au pouvoir. Quant à cet « allié du Québec », a-t-on déjà oublié que c'est lui qui a profité de l'absence de Robert Bourassa pour faire entrer les quatre chefs autochtones dans la salle des négociations de l'Accord de Charlottetown? Avec le résultat que l'on sait!

Le cas Harris n'est pas unique. Je pourrais aussi parler du « socialiste » de la Saskatchewan, Roy Romanow, dont on ignore les grandes réformes

parce que les commentateurs du Québec, plutôt que d'aller voir sur place, s'informent dans les pages du *Globe et Mail* ou du *Financial Post*. Il faudra du temps avant qu'on ne se rende compte, et qu'on écrive ici, que Romanow est tout aussi avant-gardiste dans ses politiques que son voisin de l'Alberta, Ralf Klein.

J'en arrive à Jacques Parizeau qu'on a classé, lui aussi, « séparatiste », donc « socialiste », donc « anti-anglais ». Il faudrait d'abord arrêter de dire qu'il boude la presse écrite depuis plusieurs années puisque j'ai eu avec lui, en mars 1994, un entretien de deux heures où il a dit un tas de choses, mais dont on n'a retenu qu'un mot : « enclenchement ». Il parlait de sa vision d'un État moderne et résolu non interventionniste, fasciné par les technologies modernes plutôt que par les mégaprojets énergétiques. Il exprimait aussi sa compassion pour les pauvres, son désir de redonner espoir aux jeunes, sa volonté de « faire bouger des choses ».

A-t-il tellement changé depuis qu'il est au pouvoir que, premier ministre, il ne fasse plus rien de bon? Je comprends sa frustration lorsqu'on com-

pare la sévérité qu'on a pour lui à l'indulgence systématiquement accordée à Jean Chrétien. Comment se fait-il par exemple qu'aucun commentateur de l'affaire Dupuy ne se soit souvenu qu'un ministre conservateur, Roch LaSalle, a démissionné pour avoir participé, lui aussi, à un dîner bénéficiaire avec des clients de son ministère. Et en plus, Brian Mulroney lui a collé une enquête de la GRC sur le dos!

Le seul tort de M. Parizeau est d'avoir fait un lien entre le comportement des commentateurs politiques et les propriétaires de leur journal. Quand, au Canada anglais, on me demande pour qui je travaille, je réponds à la blague : « Pour Conrad Black... Mais il ne le sait pas ! » Car je n'ai jamais vu un propriétaire de journal, pas plus qu'un directeur

du *Devoir* comme Claude Ryan, intervenir dans le travail de ses journalistes.

Ce ne sont pas les propriétaires de journaux qui expliquent les égarements de l'analyse politique. C'est le journalisme politique lui-même qui est malade. Malade de son ignorance. Malade de sa paresse. Malade de son goût pour la facilité.

Le journalisme politique est malade de son ignorance et de sa paresse

Le commentaire politique se nourrit de vieux préjugés

Les enjeux de la lutte contre la toxicomanie

Louise Nadeau

Mme Nadeau est présidente du Comité permanent de lutte contre la toxicomanie.

Il est urgent de s'interroger sur la place qui sera réservée à la toxicomanie dans les années à venir. Un examen des priorités retenues par les différentes instances impliquées dans la lutte à la toxicomanie nous amène à reconnaître que la toxicomanie revêt de moins en moins d'importance aux yeux des administrations publiques.

Peut-être faut-il donner le signal d'alarme? La toxicomanie est en effet liée aux problématiques majeures auxquelles la société québécoise se voit confrontée.

Si on évoque l'une ou l'autre des grandes questions de l'heure, que ce soit le chômage, la pauvreté, le décrochage scolaire ou le suicide, les substances psychoactives sont là, omniprésentes. Cependant l'alcool, les drogues illégales et les médicaments prescrits ne constituent pas les causes de ces problèmes sociaux. Ce serait une grave erreur que de revenir aux idées antialcooliques du XIXe siècle qui attribuaient à l'ivrognerie la misère et la « dégénérescence » des enfants, comme on disait dans le temps.

À l'origine, les drogues servent vraisemblablement de stratégie de « coping » pour composer avec ce qui fait mal. La consommation abusive constitue une solution à court terme, imparfaite mais immédiatement accessible. De fait, les intoxications sont un peu comme des wagons de queue, ces « cabouses » que l'on accrochait au bout des trains et qui servaient de refuge, de lieu de repos et de réconfort aux employés de la compagnie de chemin de fer qui devaient faire une longue route.

Cependant, ces intoxications, wagons de queue à la remorque des problèmes, se transforment en locomotives lorsque s'instaurent l'abus et la dépendance. Les problèmes que la surconsommation a tout d'abord cherché à soulager sont bientôt exacerbés. Violence familiale et conjugale, problèmes de santé physique et mentale,

propagation du sida, actes criminels sont souvent reliés, directement ou indirectement, à la toxicomanie.

Ce qui fut, à l'origine, une solution devient maintenant un problème. La toxicomanie traîne derrière elle son convoi de problèmes psychologiques et sociaux. En effet, il est presque impossible de diminuer la pauvreté, de réintégrer le monde du travail, de réussir à l'école, de redonner un sens à sa vie lorsque les abus d'alcool et de drogues sont fréquents, et lorsqu'il y a dépendance à ces produits. Il faut savoir que les meilleures stratégies de prévention seront alors mises en échec.

QUELQUES ENJEUX

En ce printemps 1995, un certain nombre d'enjeux se profilent pour la société québécoise dans le champ des toxicomanies : enjeux liés à l'intervention sur le terrain, enjeux associés à la régionalisation, enjeux liés à l'action des ministères et à la question d'une stratégie québécoise de lutte à la toxicomanie.

Devant ces enjeux, quelle sorte de stratégie voulons-nous adopter? Nos succès des 15 dernières années pourraient nous indiquer des pistes d'action. Citons pêle-mêle :

- le taux d'accidents mortels où l'alcool est mis en cause a été réduit d'année en année;

- la qualité des traitements offerts dans plusieurs centres privés et publics a connu une amélioration qui se poursuit;
- la plupart des partenaires qui interviennent en toxicomanie reconnaissent l'importance d'approches diversifiées en toxicomanie : le modèle de maladie, l'approche biopsychosociale et une approche de réduction des méfaits. Une telle ouverture aurait été impensable il y a 10 ans;

- plusieurs policiers éducateurs font un travail de rue et un travail d'éducation parmi leurs pairs;
- des programmes de traitement ont été créés en milieu carcéral, aux niveaux d'intervention secondaire et tertiaire;
- l'évaluation des programmes de prévention primaire et secondaire



Abus de drogue et abus d'alcool : deux poids deux mesures quant aux solutions appliquées jusqu'ici.

nous informe du nombre élevé d'activités menées avec succès :

- plusieurs équipes de recherche mènent des travaux sur l'usage et l'abus des substances psychoactives.

Outre ces réalisations qui doivent se poursuivre, il nous semble que certaines considérations devraient marquer nos interventions de demain.

Tout d'abord, les jeunes doivent être au cœur de nos préoccupations. De nouvelles perspectives pourraient venir enrichir notre approche de la prévention des toxicomanies. Par exemple, peut-être serait-il utile de se focaliser sur les facteurs de robustesse plutôt que de toujours s'intéresser aux facteurs de risque? Par ailleurs, il est évident, à cet égard, qu'on ne peut songer à faire l'économie, dans les écoles, d'un travail de soutien auprès des familles qui vivent dans des conditions d'adversité.

Ensuite, la personnes toxicomane,

ses proches et les intervenants eux-mêmes souffrent de l'incohérence existant parfois entre les différents niveaux d'intervention.

UNE CONTRADICTION À RÉSOUDRE

Enfin, et le plus rapidement possible, il nous faudra, comme société, tenter de résoudre un de nos grands paradoxes, celui de la contradiction entre les solutions appliquées aux abus de l'alcool et celles appliquées aux abus de drogues illégales. Ces contradictions créent, à plusieurs paliers d'intervention, une redoutable zizanie. Essayons d'y voir clair.

En ce qui a trait à l'alcool, la lutte contre la conduite avec facultés affaiblies a fait l'objet d'un large consensus social au cours des 15 dernières années. Il n'y a pas si longtemps, la conduite en état d'ébriété constituait une des manières privilégiées pour les

hommes d'exprimer leur virilité. Un homme intoxiqué qui cédait les clés de son auto à quelqu'un de sobre semblait avouer qu'il ne « portait » pas l'alcool. Entendre : qu'il n'était pas un « vrai » homme.

Depuis, une telle façon d'agir est devenue une conduite socialement dépréciée. De fait, la conduite avec facultés affaiblies est de plus en plus reconnue comme un crime. Les attitudes se sont transformées, vraisemblablement parce que les actions ont porté à plusieurs niveaux : un changement de législation mais aussi un consensus social autour de la nécessité de prévenir ce problème. L'opération Nez Rouge occupe une place toute particulière dans ce changement.

Le tableau change radicalement lorsqu'on fait le parallèle avec les drogues illégales. Il existe dans ce secteur un embrouillamini spectaculaire. L'équivalent de Nez Rouge est le programme Cactus ou n'importe quel autre programme d'échanges de seringues pour usagers de drogues injectables.

Dans ce programme, plutôt que de transporter des gens intoxiqués pour qu'ils puissent continuer de bien boire sans danger, on donne aux toxicomanes des seringues bien propres afin qu'ils puissent s'intoxiquer sans danger et éviter ainsi d'être contaminés par diverses maladies très graves, dont le sida.

Mais loin de faire l'unanimité, ce programme fait l'objet de critiques acerbes : est-ce normal d'encourager ainsi les toxicomanes? Autant de questions que Nez Rouge, paradoxalement, ne semble pas soulever.

On hésite à soutenir un programme de réduction des méfaits pour les drogues illégales alors que c'est un objet de fierté nationale pour l'alcool. On nage en plein paradoxe.

Ce curieux système de deux poids deux mesures constitue pour le Comité permanent de lutte contre la toxicomanie un obstacle dans l'élaboration d'une stratégie. Les différences de valeurs, de normes, d'attitudes, de choix de société entre la gestion de deux types de produits créent des tensions entre les différents acteurs sociaux et les citoyens, particulièrement les jeunes, qui ne sont pas toujours faciles à résoudre.

Comment résister aux chocs et à la corrosion sans défoncer votre budget?



SATURN SL
199\$ /mois
PDSF* 12 395\$



SATURN SC1
239\$ /mois
PDSF* 14 795\$



SATURN SW1
239\$ /mois
PDSF* 14 295\$

SATURN SAAB ISUZU

Sainte-Foy
Une approche réinventée

3330, rue Watt
angle Duplessis et Charest
sortie Blaise-Pascal
(voisin du Club Price)

Plus de
200 véhicules
en inventaire
pour livraison
immédiate.

En ce
COUPON LE
SOLEIL

SERVICE JUSQU'À 23H

658-1312

Ces mensualités «R1» basées sur un PDSF* calculé sur un bail de 36 mois, elles comprennent le transport (400\$), la préparation du véhicule, et les frais d'acquisition (300\$). Les taxes ne sont pas incluses. Un versement initial de 1600\$ pour la SL, 1200\$ pour la SC1 et 1300\$ pour la SW1. Un dépôt de garantie remboursable de 300\$ ainsi qu'un premier versement sont requis à la livraison. Le kilométrage autorisé est de 72 000 km chaque kilomètre excédentaire coûte 42¢, réajusté de 67¢ pour la SL, 64¢ pour la SC1, 63¢ pour la SW1.



MOYEN-ORIENT

Ottawa refoule un Palestinien

Un policier israélien tabasse ici un manifestant lors de la dispersion d'un rassemblement de 200 Palestiniens de la bande de Gaza qui protestaient contre leur interdiction d'entrer en Israël. Par ailleurs, un Palestinien reconnu coupable de terrorisme et dont la présence au Canada avait créé des remous sur la scène politique à la fin des années 80, s'est vu refuser le statut de réfugié. Le ministère de l'Immigration a rejeté la demande de Mahmoud Mohammed Issa Mohammad, a rapporté Southam News hier. Cette décision signifie que Mohammed, qui se trouve au Canada depuis 1987, sera déporté.

ÉTATS-UNIS
Bob Dole devance
Bill Clinton

Le leader des Républicains au Sénat, Bob Dole, favori pour l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle de 1996, devancerait le président sortant Bill Clinton si le scrutin avait lieu en ce moment, indique un sondage du magazine Newsweek publié samedi. Selon cette étude, menée auprès de 755 adultes, le sénateur du Kansas obtiendrait 49% des suffrages, contre 40% à M. Clinton. Le président démocrate serait par contre réélu avec 52% des voix s'il était opposé au « Speaker » (président) de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, qui recueillerait 33%. (AFP)

Un navire de
croisières s'échoue

Un navire de croisières transportant 1500 passagers et membres d'équipage s'est échoué, samedi soir, au large de Nantucket (Massachusetts) à son retour des Bermudes à Boston, mais n'a pas été évacué et n'est pas en danger, ont indiqué les garde-côtes à Nantucket. Le « Royal Majesty », un bâtiment de 200 m battant pavillon pa-naméen, s'est échoué pour une raison inconnue par une mer calme. Ce navire appartient à la compagnie Majesty Cruise Lines basée à Miami (Floride). (AFP)

Minéraux importés
de la Corée du Nord

La Corée du Nord va exporter des produits minéraux vers les États-Unis, a annoncé la com-

pagnie Minerals Technologies Inc. qui a déclaré avoir signé un contrat pouvant atteindre plusieurs millions de dollars avec la société nord-coréenne Magnesia Clinker Export pour l'exportation de dizaines de milliers de tonnes de magnésie. Cet accord marquera la première importation de produits nord-coréens aux États-Unis depuis la fin de la guerre de Corée en 1953 (Reuter).

GRANDE-BRETAGNE
Les scouts anglais
boudent Charles

Les scouts britanniques ont décidé de changer leur serment pour y enlever toute allusion à la Monarchie, car ils ne souhaitent pas avoir un jour à jurer fidélité à un homme, le prince Charles, qui a admis avoir commis l'adultère, rapportait hier, le Sunday Times. Selon Garth Morrison, le chef des 650.000 scouts de Grande-Bretagne, « il sera difficile pour certains de prêter serment à un adultère ». Le mouvement scout, fondé il y a 88 ans, par le Britannique Baden Powell, compte 25 millions de membres dans plus de 150 pays du monde entier. (AFP)

La BBC accusée de
tromperie

Une équipe de télévision du World Service de la BBC a été rappelée à Londres par sa direction après avoir été dénoncée à la justice italienne pour avoir jeté, puis filmé, des seringues sur un trottoir afin de « faire vrai » lors d'un tournage sur le Mezzogiorno à Reggio de Calabre (sud). Selon des explications données par la journaliste de



MEXIQUE

61 bébés meurent mystérieusement

Gregoria Mendoza, 55 ans, se tient près de sa famille dans sa maison de Durango. Il est inconsolable depuis que son dernier né lui est revenu mort, avec des traces de blessures, dans un contenant de papier provenant de l'Hôpital général de la localité. Au moins 61 nouveaux-nés sont décédés dans cette institution depuis mars dernier. Des spéculations relatives à un virus, à une bactérie ou même à un trafic d'organes vont bon train. Un bébé sur trois meurt dans cet hôpital sans raisons officielles apparentes. (AP)

INDE

La chaleur fait
167 morts

La vague de chaleur qui s'est abattue sur certaines régions de l'Inde a fait 167 morts, selon un dernier bilan rendu public hier par l'agence Press Trust of India. La température a atteint les 50 degrés dans plusieurs États, dont l'Andhra Pradesh et l'Uttar Pradesh, dans le nord. (Reuter)

ACHIEVA 1995 ÉDITION POLO

SPÉCIALE DANS LES
MOINDRES DÉTAILS.

17 995\$*

299 \$/MOIS** (36 MOIS)

Alliance parfaite du confort et de l'élégance, l'Achieva édition Polo n'est pas la voiture de monsieur Tout-le-monde. Bien au contraire...

- Édition spéciale en série limitée couleur Polo
- Moteur 6 cylindres de 3,1 litres à IMC
- Boîte automatique à 4 vitesses



Oldsmobile

L'OBSESSION DU DÉTAIL

- Sac gonflable côté conducteur
- Freins ABS aux quatre roues
- Climatiseur
- Régulateur de vitesse
- Rétroviseurs télécommandés
- Radiocassette AM/FM avec 4 haut-parleurs
- Lève-vitres électriques

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1995 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Transport (595 \$) et taxes en sus. **Paiement mensuel basé sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent). Taxes de 2 966 \$. Sujet à l'approbation du crédit. Dépôt remboursable de 350 \$ exigé. Frais de 5 \$ du kilomètre après 72 000 km. Préparation et transport inclus. Taxes en sus. L'Assistance Routière et la Garantie GM Total** sont offertes sur tous les véhicules neufs Oldsmobile 1995 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre.

